

CHAPITRE 3. — *Disposition transitoire*

Art. 40. Les demandes d'autorisations de séjour pour un séjour de plus de nonante jours afin d'occuper un travail hautement qualifié qui ont été introduites avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi et qui sont encore pendantes à cette date sont traitées conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables avant cette même date.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La ministre de l'Asile et la Migration,
M. DE BLOCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————
Note

(1) Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents : 54 3710
Compte rendu intégral : 19/04/2019

HOOFDSTUK 3. — *Overgangsbepaling*

Art. 40. De aanvragen voor een machtiging tot verblijf voor een verblijf van meer dan negentig dagen, met het oog op het uitoefenen van hooggekwalificeerd werk, die voor de datum van inwerkingtreding van deze wet werden ingediend en die op die datum nog hangende zijn, worden overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen die voor dezelfde datum van toepassing zijn behandeld.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De minister voor Asiel en Migratie,
M. DE BLOCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be)
Stukken : 54 3710
Integraal verslag 19/04/2019

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/13567]

6 JUNI 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de la délivrance d'une carte bleue européenne autorisant les ressortissants de pays tiers à séjourner à des fins d'un travail hautement qualifié

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. COMMENTAIRE GÉNÉRAL :

A. Introduction

La loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers a été modifiée par la loi du 5 mai 2019 notamment afin de transposer la directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié (ci-après « directive 2009/50/CE ») et la directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre (ci-après « directive 2011/98/UE »).

La directive 2011/98/UE impose, notamment, aux Etats membres :

- de mettre en place, au profit des ressortissants de pays tiers souhaitant travailler sur leur territoire, une procédure unique de demande d'admission/d'autorisation au séjour et au travail conduisant à la délivrance d'un seul et même titre attestant de l'octroi des autorisations requises pour pouvoir séjourner et travailler;

- que les titres de séjour, établis conformément au règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers, délivrés par les Etats membres aux ressortissants de pays tiers qui séjournent sur leur territoire à d'autres fins que le travail comportent une mention relative à l'accès au marché du travail.

Le but principal de cette directive est de simplifier la procédure d'admission des ressortissants de pays tiers qui souhaitent venir travailler dans les Etats membres et d'harmoniser les règles actuellement applicables dans les Etats membres. Une telle simplification

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/13567]

6 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen met het oog op de afgifte van een Europese blauwe kaart die de onderdanen van derde landen machtigt tot het verblijf met het oog op een hooggekwalificeerde baan

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. ALGEMENE COMMENTAAR

A. Inleiding

De wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen werd gewijzigd door de wet van 5 mei 2019 om richtlijn 2009/50/EG van de Raad betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van onderdanen van derde landen met name met het oog op een hooggekwalificeerde baan (hierna « richtlijn 2009/50/EU » en richtlijn 2011/98/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende één enkele aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning voor onderdanen van derde landen om te verblijven en te werken op het grondgebied van een lidstaat, alsmede inzake een gemeenschappelijk pakket rechten voor werknemers uit derde landen die legaal in een lidstaat verblijven (hierna « richtlijn 2011/98/EU »), om te zetten.

Richtlijn 2011/98/EU legt aan de lidstaten de volgende verplichtingen op :

- ten gunste van de onderdanen van derde landen die op hun grondgebied willen werken moet er een gecombineerde aanvraagprocedure voor toelating tot verblijf en werk ingevoerd worden. Deze procedure leidt tot de afgifte van één enkele titel die aantoonde dat de vereiste machtigingen om te verblijven en te werken werden toegekend;

- de verblijfstitels die overeenkomstig de Europese verordening 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen door de lidstaten afgegeven worden aan de onderdanen van derde landen die voor andere doeleinden dan werk op hun grondgebied verblijven, moeten een vermelding met betrekking tot de toegang tot de arbeidsmarkt bevatten.

Het belangrijkste doel van deze richtlijn is de vereenvoudiging van de toelatingsprocedure voor de onderdanen van derde landen die in de lidstaten willen komen werken en de harmonisatie van de regels die momenteel van toepassing zijn in de lidstaten. Dankzij een dergelijke

procédurale permet aux ressortissants de pays tiers et à leurs employeurs de disposer d'une procédure plus efficace, tout en facilitant les contrôles de la légalité de leur séjour et de leur autorisation d'accès au marché du travail.

Depuis la sixième réforme de l'Etat, la matière relative à l'occupation des travailleurs étrangers relève en grande partie de la compétence des Régions, l'Etat fédéral restant compétent pour certains aspects. Par contre, en ce qui concerne le statut de séjour des travailleurs étrangers, l'Etat fédéral est le seul compétent pour établir les règles qui leur sont applicables.

Vu la répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les entités fédérées, la transposition de la directive 2011/98/UE devait notamment être effectuée au moyen d'un accord de coopération.

Après une longue concertation, les ministres et administrations compétents aux niveaux régional, communautaire et fédéral sont parvenus à un consensus sur la détermination de la procédure de demande unique prévue par la directive 2011/98/UE ainsi que sur la modification des documents de séjour afin de créer un titre unique « séjour-travail ».

Un tableau général de répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les entités fédérées a également été effectué et validé par le Comité de Concertation du 25 novembre 2015.

Ce tableau détermine notamment :

- les catégories d'étrangers qui relèvent du champ d'application de la directive 2011/98/UE;
- le permis unique qui leur est délivré;
- les mentions relatives à l'accès au marché du travail devant figurer sur les documents de séjour ou les titres de séjour des étrangers admis ou autorisés à séjourner sur le territoire du Royaume pour un court ou un long séjour.

L'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers a consacré la procédure de demande unique (ci-après, « accord de coopération du 2 février 2018 »). Cette procédure implique à la fois le concours des autorités régionales compétentes et celui de l'Office des Etrangers.

L'objectif de l'accord de coopération du 2 février 2018 est double : D'UNE PART, instaurer une procédure de demande unique conduisant à la délivrance, dans le cadre d'un acte administratif unique, d'un titre combiné autorisant à la fois le séjour et le travail (appelé « permis unique ») qui permet à un ressortissant de pays tiers de résider légalement sur le territoire belge pour une période de plus de nonante jours pour y travailler et, D'AUTRE PART, prévoir, la délivrance d'un titre de séjour comportant une mention relative à l'accès au marché de l'emploi pour tous les ressortissants de pays tiers dont la raison de leur venue sur le territoire du Royaume est autre que l'emploi.

Dans le but d'harmoniser la procédure d'admission des travailleurs étrangers, les ressortissants de pays tiers visés par les directives qui fixent des conditions d'entrée et de séjour particulières en vue d'occuper un emploi sur le territoire de l'Union européenne pour une période de plus de nonante jours seront soumis aux règles prévues par l'accord de coopération du 2 février 2018.

Selon le prescrit de la directive 2011/98/UE, la procédure de demande unique, prévue par l'accord de coopération du 2 février 2018, conduit notamment, en cas de réponse positive, à :

- une décision de délivrance, de modification ou de renouvellement d'un permis unique dans un acte administratif unique, combinant l'autorisation de séjour et l'autorisation de travail;
- l'octroi d'un visa lorsque le ressortissant d'un pays tiers se trouve en-dehors du territoire de l'Union européenne;
- la délivrance d'un permis unique.

L'autorisation de travail accordée aux ressortissants de pays tiers autorisés au séjour à des fins autres que l'emploi, relève de la compétence du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

L'accord de coopération prévoit, par conséquent, la délivrance de titres de séjour aux ressortissants de pays tiers comportant une mention relative à l'accès au marché du travail.

Lors du Comité de Concertation du 25 novembre 2015, les parties à l'accord de coopération du 2 février 2018 se sont engagées à transposer le tableau validé dans leur réglementation.

procedurele vereenvoudiging beschikken de onderdanen van derde landen en hun werkgevers over een efficiëntere procedure, die het ook gemakkelijker maakt om de wettelijkheid van hun verblijf en hun machtiging tot toegang tot de arbeidsmarkt te controleren.

Sinds de zesde staatshervorming zijn de Gewesten grotendeels bevoegd voor de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers, terwijl de Federale Staat voor bepaalde aspecten bevoegd blijft. Wat het verblijfsstatuut van de buitenlandse werknemers daarentegen betreft, is de Federale Staat als enige bevoegd om de regels die op hen van toepassing zijn vast te leggen.

Gelet op de bevoegdheidsverdeling tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten moest de richtlijn 2011/98/EU met name door middel van een samenwerkingsakkoord omgezet worden.

Na veel overleg is er nu overeenstemming bereikt tussen de bevoegde ministers en administraties op gewestelijk, gemeenschap en federaal niveau, over de vaststelling van de gecombineerde procedure voorzien bij richtlijn 2011/98/EU alsook over de wijzigingen van de verblijfsdocumenten, zodat een gecombineerde titel « verblijf-werk » wordt gecreëerd.

Een algemene tabel voor de bevoegdheidsverdeling tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten werd opgesteld en goedgekeurd door het Overlegcomité van 25 november 2015.

Deze tabel bepaalt met name :

- de categorieën van vreemdelingen die onder het toepassingsgebied van richtlijn 2011/98/EU vallen;
- de gecombineerde vergunning die aan hen wordt afgegeven;
- de vermeldingen met betrekking tot de toegang tot de arbeidsmarkt die moeten voorkomen op de verblijfsdocumenten of verblijfstitels van de vreemdelingen die voor een kort of een lang verblijf toegelaten of gemachtigd zijn op het grondgebied van het Rijk.

Het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten (hierna, « samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 ») heeft de gecombineerde aanvraagprocedure bekrachtigd. De bevoegde gewestelijke overheden en de Dienst Vreemdelingenzaken moeten hun medewerking verlenen in het kader van deze procedure.

Het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 heeft twee doelstellingen : ENERZIJD de invoering van een gecombineerde aanvraagprocedure die, in het kader van één enkele administratieve handeling, leidt tot de afgifte van een gecombineerde titel die tegelijkertijd een verblijfs- en arbeidsvergunning omvat (hierna « gecombineerde vergunning ») en die een onderdaan van een derde land in staat stelt om voor een periode van meer dan negentig dagen wettelijk op het Belgisch grondgebied te verblijven om er te werken, en ANDERZIJD, de afgifte van een verblijfstitel met een vermelding betreffende de toegang tot de arbeidsmarkt voor alle onderdanen van een derde land die zich om andere redenen dan tewerkstelling naar het grondgebied van het Rijk begeven.

Om de toelatingsprocedure voor buitenlandse werknemers te harmoniseren zullen de onderdanen van een derde land die bedoeld worden door de richtlijnen die de bijzondere binnenkomst- en verblijfsvoorwaarden met het oog op de uitoefening van een betrekking op het grondgebied van de Europese Unie voor een periode van meer dan negentig dagen vastleggen onderworpen worden aan de regels die voorzien worden door het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018.

Volgens het voorschrift van richtlijn 2011/98/EU leidt de gecombineerde aanvraagprocedure die voorzien wordt door het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018, met name indien het antwoord positief is, tot :

- een beslissing tot verstrekking, wijziging of verlenging van een gecombineerde vergunning in één enkele administratieve handeling die een verblijfs- en arbeidsvergunning omvat;
- de toekenning van een visum, indien de onderdaan van een derde land zich buiten het grondgebied van de Europese Unie bevindt;
- de afgifte van een gecombineerde vergunning.

De Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg is bevoegd voor de arbeidsvergunning die toegekend wordt aan de onderdanen van een derde land die voor andere doeleinden dan tewerkstelling tot verblijf gemachtigd zijn.

Bijgevolg voorziet het samenwerkingsakkoord de afgifte van verblijfstitels met een vermelding betreffende de toegang tot de arbeidsmarkt aan de onderdanen van derde landen.

In het kader van het Overlegcomité van 25 november 2015 hebben de partijen van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 zich ertoe verbonden om de goedgekeurde tabel in hun reglementering om te zetten.

Au même titre que la directive 2011/98/UE, la directive 2009/50/CE, fait partie des mesures prises par l'Union européenne qui visent à faciliter l'immigration des ressortissants de pays tiers à des fins économiques sur son territoire.

Cette directive établit les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'occuper un emploi hautement qualifié pendant plus de nonante jours et prévoit des obligations à charge des Etats membres qui relèvent des compétences respectives de l'Etat fédéral et des Régions en ce qui concerne les travailleurs ressortissants de pays tiers.

Dans la mesure où la directive 2009/50/CE nécessite au niveau belge, la mise en place d'une telle procédure, un accord de coopération d'exécution a été pris le 6 décembre 2018 par les autorités compétentes afin de définir les modalités particulières de la mise en œuvre de l'accord de coopération du 2 février 2018, conformément à l'article 1^{er}, § 2, dudit accord.

L'accord de coopération du 6 décembre 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution de l'accord du 2 février 2018 transpose par conséquent partiellement la directive 2009/50/CE et fixe la procédure particulière qui lui est propre.

La loi du 5 mai 2019 s'inscrit donc dans le respect de l'accord de coopération du 2 février 2018 et de l'accord de coopération du 6 décembre 2018.

B. Modifications

Le présent projet d'arrêté royal effectue des modifications techniques afin de se conformer au tableau de répartition de compétences et corrige certaines erreurs matérielles des annexes modifiées et insérées par l'arrêté royal du 12 novembre 2018.

Le présent projet traduit également les aspects relatifs à la procédure de demande unique prévue par l'accord de coopération du 2 février 2018 et par l'accord du 6 décembre 2018, à l'accès au territoire, au séjour des ressortissants de pays tiers introduisant une demande de séjour à des fins d'un emploi hautement qualifié et à la délivrance de cartes bleues européennes.

Conformément à l'accord de coopération du 2 février 2018 et à l'accord du 6 décembre 2018 que la loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 15 décembre 1980 exécute, le présent projet d'arrêté royal détermine, aussi, les modalités d'introduction de la demande de visa lorsque l'intéressé reçoit une décision positive suite à sa demande de carte bleue européenne.

2. COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE :

Article 1^{er}

L'article 23, de la directive 2009/50/CE, et l'article 16, de la directive 2011/98/UE, prévoient que lorsque les Etats membres adoptent les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive, celles-ci contiennent une référence à la directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle.

La transposition de ces directives est partielle dans la mesure où elle est effectuée à la fois au travers de la loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, de l'accord de coopération du 2 février 2018, de l'accord de coopération du 6 décembre 2018 et d'autres textes législatifs et réglementaires qui relèvent d'attribution d'autres ministres de différents niveaux de pouvoir.

Art. 2

Cet article a été complété par des dispositions qui définissent les notions utilisées dans l'arrêté royal du 8 octobre 1981 suite à la transposition des directives 2011/98/UE et 2009/50/CE.

Il définit ce qu'on entend par « Région » dans la mesure où la carte bleue européenne comprend le séjour et le travail qui relèvent de la compétence respectivement de l'Etat fédéral et des Régions.

La disposition fait également référence à l'accord de coopération du 6 décembre 2018 dans la mesure où la loi a été prise en application de celui-ci et que le projet d'arrêté royal doit également y être conforme.

Art. 3.

L'accord de coopération du 2 février 2018 et la loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 15 décembre 1980 prévoient que la procédure de demande unique est introduite par les ressortissants de pays tiers par le biais de son employeur auprès de l'autorité régionale compétente.

Zoals richtlijn 2011/98/EU, maakt richtlijn 2009/50/EG deel uit van de maatregelen die de Europese Unie heeft genomen om de immigratie van de onderdanen van derde landen met economische doeleinden op haar grondgebied te vergemakkelijken.

Deze richtlijn legt de voorwaarden vast voor toegang en verblijf van onderdanen van derde landen met het oog op een hooggekwalificeerde baan gedurende meer dan negentig dagen en schrijft de lidstaten verplichtingen voor die behoren tot de bevoegdheid van respectievelijk de Federale Staat en de Gewesten wat de werknemers uit derde landen betreft.

Gezien het feit dat richtlijn 2009/50/EG het invoeren van een dergelijke procedure op Belgisch niveau vereist, is op 6 december 2018 door de bevoegde overheden een samenwerkingsakkoord gesloten om de bijzondere nadere regels voor de uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 te omschrijven, overeenkomstig artikel 1, § 2, van dit akkoord.

Het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 zet bijgevolg richtlijn 2009/50/EG gedeeltelijk om en stelt de eigen bijzondere procedure vast.

De wet van 5 mei 2019 is dus in overeenstemming met het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 en het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018.

B. Wijzigingen

Dit ontwerp van koninklijk besluit voert technische wijzigingen door om in overeenstemming te zijn met de tabel van de verdeling van bevoegdheden en verbetert sommige materiële vergissingen in de bij koninklijk besluit van 12 november 2018 gewijzigde en ingevoegde bijlagen.

Dit ontwerp neemt ook de aspecten over betreffende één enkele aanvraagprocedure voorgeschreven bij het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 en het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018, het verblijf van de onderdanen van derde landen die een verblijfsaanvraag met het oog op een hooggekwalificeerde baan indienen en de afgifte van de Europese blauwe kaarten.

Overeenkomstig het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018, en het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018, uitgevoerd door de wet van 5 mei 2019 tot wijziging van de wet van 15 december 1980, bepaalt dit ontwerp van koninklijk besluit ook de nadere regels voor de indiening van de visumaanvraag, wanneer de betrokkene na zijn aanvraag voor een Europese blauwe kaart een positieve beslissing ontvangt.

2. ARTIKELSGEWIJZE COMMENTAAR

Artikel 1

Artikel 23, van richtlijn 2009/50/EG, en artikel 16, van richtlijn 2011/98/EU, schrijven voor dat de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die door de lidstaten worden goedgekeurd om aan de richtlijn te voldoen een verwijzing naar de richtlijn bevatten of tijdens hun officiële bekendmaking gepaard gaan met een dergelijke verwijzing.

De omzetting van deze richtlijnen is gedeeltelijk, aangezien zij tegelijkertijd wordt uitgevoerd via de wet van 5 mei 2019 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018, het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018 en andere wetgevende en reglementaire teksten die tot de bevoegdheid van andere ministers met verschillende bevoegdheidsniveaus behoren.

Art. 2.

Dit artikel is aangevuld met bepalingen die de begrippen omschrijven die na de omzetting van richtlijnen 2011/98/EU en 2009/50/EG in het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 worden gebruikt.

Het artikel bepaalt wat onder « Gewest » wordt verstaan, aangezien de Europese blauwe kaart het verblijf en de arbeid omvat die tot de bevoegdheid respectievelijk van de Federale Staat en de Gewesten behoren.

De bepaling verwijst ook naar het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018, aangezien de wet met toepassing van dit akkoord goedgekeurd werd en het ontwerp van koninklijk besluit in overeenstemming moet zijn met dit akkoord.

Art. 3.

Het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 en de wet van 5 mei 2019 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 voorzien dat de gecombineerde aanvraagprocedure door de onderdanen van derde landen via hun werkgever bij de bevoegde gewestelijke overheid wordt ingediend.

La procédure de permis unique étant particulière, puisqu'elle requiert le concours de l'Office des Étrangers et des autorités régionales, l'article 1^{er}/2/1 est adapté afin de tenir compte des dispositions relatives à la carte bleue européenne.

L'article 19, de l'accord de coopération du 2 février 2018, prévoit en effet qu'il revient à l'autorité régionale de statuer sur le caractère complet et recevable de la demande de séjour à des fins de travail. L'autorité régionale vérifie si le demandeur a fourni l'ensemble des documents requis, prévus à la fois par la législation régionale et par la loi du 15 décembre 1980.

Dans la mesure où l'autorité régionale s'est déjà prononcée sur le caractère recevable de la demande, l'article 1^{er}/2/1 prévoit des dispositions particulières concernant les décisions prises lorsque le ressortissant d'un pays tiers a effectué ou non le paiement de la redevance due.

La preuve du paiement de la redevance doit être transmise à l'autorité régionale compétente. Si cela n'est pas le cas, cette dernière est tenue d'informer le ressortissant de pays tiers qu'il doit apporter cette preuve. Si le ressortissant de pays tiers ne s'exécute pas, l'autorité régionale compétente déclare la demande irrecevable.

Par contre, si le demandeur a apporté la preuve du paiement de la redevance mais qu'il s'avère que le montant payé n'est pas exact, le ministre ou son délégué (l'Office des Étrangers) l'en informe et l'invite à payer le solde restant dû. Dans le cas où le demandeur ne paie pas ledit solde, le ministre ou son délégué (l'Office des Étrangers) refuse la demande.

Les annexes 43 et 43bis sont par conséquent adaptées afin de tenir compte de la procédure de demande unique dans le cadre de la carte bleue européenne.

Art. 4.

L'article 25/2 de l'arrêté royal permet notamment, aux ressortissants de pays tiers déjà admis ou autorisés au séjour d'introduire une demande d'autorisation de séjour auprès de l'administration communale afin d'exercer un emploi, l'administration communale délivre, sur présentation d'un permis de travail, sauf dans les cas de dispense, une autorisation de séjour.

Le nouvel article 61/27-1, §§ 2 et 3, de la loi du 15 décembre 1980 offre la même possibilité aux ressortissants de pays tiers qui introduisent une demande de séjour à des fins d'emploi hautement qualifié, comme cela est prévu par l'article 10, §§ 2 et 3 de la directive 2009/50/CE

Le nouveau paragraphe 7, introduit dans ledit article 25/2, assure l'articulation entre cet article et ce nouvel article 61/27-1 §§ 2 et 3, en précisant que lesdits travailleurs ne peuvent pas bénéficier de l'application de cet article 25/2 dans la mesure où ils doivent introduire leur demande selon une procédure unique dans laquelle interviennent conjointement l'Office des Étrangers et les autorités régionales. Par conséquent, le bourgmestre ou son délégué est sans compétence pour statuer sur ces demandes.

Art. 5.

Dans la mesure où l'article 11, de l'accord de coopération du 6 décembre 2018, prévoit que la durée de validité est déterminée par chaque Région, l'alinéa 3, du paragraphe 2, est abrogé, et celui-ci est complété par deux alinéas qui précisent

Art. 6.

L'article 32 est modifié pour tenir compte de la nouvelle procédure de demande unique applicable aux demandes de séjour à des fins d'emploi hautement qualifié.

Les ressortissants de pays tiers concernés doivent introduire leur demande selon une procédure unique dans laquelle interviennent conjointement l'Office des Étrangers et les autorités régionales. En conséquence de quoi, le bourgmestre ou son délégué est sans compétence pour statuer sur ces demandes.

Art. 7.

Les principales modifications apportées à cet article visent à préciser le délai dans lequel le ressortissant de pays tiers doit introduire sa demande de renouvellement de carte bleue européenne auprès de l'administration communale et à déterminer le document de séjour provisoire qui lui est délivré dans l'attente de la décision relative à sa demande de renouvellement.

Aangezien de gecombineerde vergunningsprocedure bijzonder is omdat ze de medewerking van de Dienst Vreemdelingenzaken en de gewestelijke overheden vereist, wordt artikel 1/2/1 aangepast om rekening te houden met de bepalingen betreffende de Europese blauwe kaart.

Artikel 19 van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 voorziet dat de gewestelijke overheid een beslissing moet nemen over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de verblijfsaanvraag met het oog op werk. De gewestelijke overheid controleert of de aanvrager alle vereiste documenten, die tegelijkertijd door de gewestelijke wetgeving en de wet van 15 december 1980 voorzien worden, heeft voorgelegd.

Voor zover de gewestelijke overheid al een uitspraak heeft gedaan over de ontvankelijkheid van de aanvraag voorziet het artikel 1/2/1 bijzondere bepalingen met betrekking tot de beslissingen die genomen worden wanneer de onderdaan van een derde land de verschuldigde retributie al dan niet betaald heeft.

Het bewijs van de betaling van de retributie moet naar de bevoegde gewestelijke overheid worden gestuurd. Indien dit niet het geval is, moet deze overheid de onderdaan van een derde land informeren dat hij dit bewijs moet leveren. Indien de onderdaan van een derde land dit niet doet, verklaart de bevoegde gewestelijke overheid de aanvraag onontvankelijk.

Indien de aanvrager daarentegen het bewijs van de betaling van de retributie geleverd heeft, maar het betaalde bedrag onjuist blijkt te zijn, brengt de minister of zijn gemachtigde (de Dienst Vreemdelingenzaken) hem daarvan op de hoogte en nodigt hem uit om het resterend saldo dat is verschuldigd, te betalen. Indien de aanvrager dit saldo niet betaalt, weigert de minister of zijn gemachtigde (de Dienst Vreemdelingenzaken) de aanvraag.

De bijlagen 43 en 43bis worden dus aangepast om rekening te houden met de introductie van één enkele aanvraagprocedure in het kader van de Europese blauwe kaart.

Art. 4.

Artikel 25/2 van het koninklijk besluit stelt de onderdanen van derde landen die reeds toegelaten of gemachtigd zijn tot verblijf met name in staat om een aanvraag voor een machtiging tot verblijf met het oog op de uitoefening van een betrekking in loondienst in te dienen bij het gemeentebestuur. Behalve in gevallen van vrijstelling geeft het gemeentebestuur, na voorlegging van een arbeidskaart, een machtiging tot verblijf af.

Het nieuw artikel 61/27-1, §§ 2 en 3, van de wet van 15 december 1980 biedt dezelfde mogelijkheid aan de onderdanen van derde landen die een verblijfsaanvraag met het oog op hooggekwalificeerd werk indienen, zoals voorgeschreven door artikel 10, §§ 2 en 3, van richtlijn 2009/50/EU.

De nieuwe paragraaf 7, die in het genoemd artikel 25/2 ingevoegd wordt, legt een verband tussen dit artikel en het nieuw artikel 61/27-1, §§ 2 en 3, door te preciseren dat dit artikel 25/2 niet kan worden toegepast op deze werknemers, aangezien ze hun aanvraag moeten indienen volgens een gecombineerde procedure waarin de Dienst Vreemdelingenzaken en de gewestelijke overheden gezamenlijk tussenbeide komen. Bijgevolg is de burgemeester of zijn gemachtigde niet bevoegd om een beslissing te nemen over deze aanvragen.

Art. 5.

Voor zover artikel 11, van het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018, bepaalt dat de geldigheidsduur wordt vastgesteld door elk Gewest, wordt het derde lid van paragraaf 2 opgeheven en deze paragraaf wordt met twee leden aangevuld.

Art. 6.

Artikel 32 wordt gewijzigd om rekening te houden met de introductie van één enkele aanvraagprocedure die op de verblijfsaanvragen met het oog om een hooggekwalificeerde baan van toepassing is.

De betrokken onderdanen van derde landen moeten hun aanvraag indienen volgens één enkele procedure waarin de Dienst Vreemdelingenzaken en de gewestelijke overheden gezamenlijk optreden, met als gevolg dat de burgemeester of zijn gemachtigde niet bevoegd is om over die aanvragen te beslissen.

Art. 7.

De belangrijkste wijzigingen van dit artikel hebben tot doel de termijn te preciseren waarbinnen de onderdaan van een derde land zijn aanvraag voor verlenging van de Europese blauwe kaart bij het gemeentebestuur moet indienen en het voorlopig verblijfsdocument dat in afwachting van de beslissing met betrekking tot zijn aanvraag voor verlenging aan hem wordt afgegeven, te bepalen.

Art. 8 et 9

Selon la législation fédérale relative à l'occupation des travailleurs étrangers, si aucune décision n'a été notifiée quant à leur demande, les demandeurs de protection internationale ont accès au marché du travail quatre mois après l'introduction de leur demande, que cette demande soit ultérieure ou pas.

Par conséquent, la durée de validité initiale de l'attestation d'immatriculation qui est délivrée aux demandeurs de protection internationale sera de quatre mois à partir de l'introduction de leur demande.

Art. 10.

L'article 105/3 est complété dans un souci de cohérence juridique. Il est précisé que l'annexe 50 est un document provisoire de séjour, conformément à l'article 61/25-6, de la loi.

Art. 11.

La loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et transposant partiellement la directive 2009/50/CE modifie le chapitre relatif à la carte bleue européenne et aux travailleurs saisonniers, lequel est applicable aux ressortissants de pays tiers souhaitant exercer un emploi hautement qualifié sur le territoire du Royaume. Un nouveau chapitre *Vter* est inséré dans l'arrêté royal.

Le nouvel article 105/8 prévoit les informations qui devront également figurer dans la demande de séjour à des fins d'un emploi hautement qualifié.

Ces informations sont utiles dans la mesure où l'accord de coopération du 2 février 2018 prévoit que l'acte administratif unique est notifié par l'Office des étrangers.

L'accord de coopération prévoit également que l'employeur est informé de cette décision. L'employeur pourrait donc être informé par courrier électronique.

En outre, l'article 62, § 3, de la loi, dispose que les décisions administratives sont notifiées aux intéressés par différentes personnes. Parmi celles-ci figurent notamment le bourgmestre de la commune où se trouve l'étranger ou son délégué et l'autorité diplomatique ou consulaire belge à l'étranger, si ce dernier ne se trouve pas sur le territoire du Royaume.

Les nouvelles décisions prises par le ministre ou son délégué pourront être notifiées de cette manière.

Le nouvel article 105/8, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, prévoit la forme que prend l'acte administratif unique délivré au ressortissant d'un pays tiers autorisé au séjour et au travail. A cette fin, l'annexe 46 est remplacée.

Une copie de cet acte est envoyée au poste diplomatique ou consulaire ou à l'administration communale, en fonction du lieu où le ressortissant d'un pays tiers se trouvait lorsqu'il a introduit sa demande de permis unique.

De plus, l'article 25, § 4, de l'accord de coopération du 2 février 2018, lu en combinaison avec l'article 61/27-5, § 3, de la loi, prévoit que si le ministre ou son délégué ou l'autorité régionale n'ont pas statué les autorisations de séjour et de travail sont accordées. Le paragraphe 2 de ce nouvel article 105/8 détermine le document qui est délivré dans ce cas. L'annexe 47 est par conséquent remplacée.

Il prévoit aussi qu'une copie de ce document est envoyée au poste diplomatique ou consulaire ou à l'administration communale en fonction du lieu où le ressortissant d'un pays tiers se trouvait lorsqu'il a introduit sa demande de carte bleue européenne.

Le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, de l'article 105/8 détermine les modalités de la délivrance du visa que la personne autorisée est tenue de solliciter lorsqu'elle a introduit sa demande de carte bleue européenne en dehors du territoire du Royaume.

Le paragraphe 3, alinéas 2 et 3, détermine les modalités de la délivrance de la carte bleue européenne ainsi que le modèle du document de séjour provisoire (« annexe 49 ») délivré dans l'attente de la délivrance de ce titre de séjour.

Le paragraphe 4 détermine aussi les modalités de la délivrance de la carte bleue européenne ainsi que le modèle du document de séjour provisoire délivré dans l'attente de la délivrance de la carte bleue européenne mais à l'égard des ressortissants de pays tiers qui sont déjà autorisés au séjour à un autre titre.

Art. 8 en 9

Volgens de federale wetgeving betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers hebben de verzoekers om internationale bescherming vier maanden na de indiening van hun verzoek toegang tot de arbeidsmarkt indien er geen enkele beslissing werd betekend in verband met hun verzoek, ongeacht of het gaat om een volgend verzoek of niet.

Bijgevolg wordt de initiële geldigheidsduur van het attest van immatriculatie dat aan de verzoekers om internationale bescherming wordt afgegeven, vier maanden vanaf de indiening van hun aanvraag.

Art. 10.

Artikel 105/3 wordt aangevuld met het oog op de juridische samenhang. Er wordt verduidelijkt dat bijlage 50 een voorlopig verblijfsdocument is, overeenkomstig artikel 61/25-6, van de wet.

Art.11.

De wet van 5 mei 2019 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, die richtlijn 2009/50/EG gedeeltelijk omzet, wijzigt het hoofdstuk over de Europese blauwe kaart en de seizoenarbeiders, dat van toepassing is op de onderdanen van derde landen die een hooggekwalificeerde baan wensen uit te oefenen op het grondgebied van het Rijk. Een nieuw hoofdstuk *Vter* wordt ingevoegd in het koninklijk besluit.

Het nieuw artikel 105/8 bepaalt de inlichtingen die eveneens moeten voorkomen in de verblijfsaanvraag met het oog op een hooggekwalificeerde baan.

Deze inlichtingen zijn nuttig, aangezien het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 voorschrijft dat de Dienst Vreemdelingenzaken kennis geeft van één enkele administratieve handeling waarbij de gecombineerde vergunning wordt toegekend.

Het samenwerkingsakkoord bepaalt ook dat de werkgever op de hoogte wordt gebracht van deze beslissing. De werkgever zou dus per mail kunnen worden geïnformeerd.

Bovendien bepaalt artikel 62, § 3, van de wet dat de administratieve beslissingen door verschillende personen aan de betrokkenen betekend kunnen worden. Het gaat onder andere om de burgemeester van de gemeente waar de vreemdeling zich bevindt of zijn gemachtigde en de Belgische diplomatieke of consulaire overheid in het buitenland, indien de laatstgenoemde zich niet op het grondgebied van het Rijk bevindt.

De nieuwe beslissingen die door de minister of zijn gemachtigde genomen worden, zullen op deze manier kunnen worden betekend.

Het nieuw artikel 105/8, paragraaf 1, eerste lid, schrijft de vorm voor die de één enkele administratieve handeling aanneemt, die aan de tot verblijf en arbeid gemachtigde onderdaan van een derde land wordt afgegeven, . Daartoe is bijlage 46 vervangen.

Een afschrift van deze akte wordt naar de diplomatieke of consulaire post of het gemeentebestuur gestuurd, in functie van de plaats waar de onderdaan van een derde land zich bevond toen hij zijn aanvraag voor een gecombineerde vergunning indiende.

Bovendien bepaalt artikel 25, § 4, van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018, gelezen in samenhang met artikel 61/27-5, § 3, van de wet, dat de machtigingen tot verblijf en de toelatingen tot arbeid worden toegekend indien de minister of zijn gemachtigde of de gewestelijke overheid geen beslissing heeft genomen. Paragraaf 2 van dit nieuw artikel 105/8 stelt het document vast dat in dit geval wordt afgegeven. Bijlage 47 wordt bijgevolg vervangen.

De paragraaf bepaalt ook dat een afschrift van dit document naar de diplomatieke of consulaire post of naar het gemeentebestuur gestuurd wordt, in functie van de plaats waar de onderdaan van een derde land zich bevond wanneer hij zijn aanvraag voor een Europese blauwe kaart indiende.

Paragraaf 3, eerste lid, van artikel 105/8 bepaalt de regels voor de afgifte van het visum die gevolgd moeten worden door de persoon die na de aanvraagprocedure gemachtigd is tot verblijf en arbeid, wanneer hij zijn aanvraag buiten het grondgebied van het Rijk heeft ingediend.

Paragraaf 3, tweede en derde lid, bepaalt de regels voor de afgifte van de Europese blauwe kaart en het model van het voorlopig verblijfsdocument (« bijlage 49 ») dat in afwachting van de afgifte van deze verblijfstitel wordt afgegeven.

Paragraaf 4 bepaalt ook de regels voor de afgifte van de Europese blauwe kaart en het model van het voorlopig verblijfsdocument dat in afwachting van de afgifte van de Europese blauwe kaart wordt afgegeven aan onderdanen van derde landen die al in een andere hoedanigheid tot verblijf gemachtigd zijn.

Le paragraphe 5 détermine la forme que prend la décision de refus de séjour.

Le paragraphe 6 exécute l'article 61/27-4, § 3, de la loi, et détermine la forme de la décision de refus de séjour.

Le nouvel article 105/9 détermine le modèle de la décision que le ministre ou son délégué (l'Office des Etrangers) doit utiliser lorsqu'il met fin au séjour du ressortissant d'un pays tiers à qui une Carte bleue européenne a été accordée. L'annexe 52 est par conséquent remplacée.

Art. 12.

Le chapitre XI, du titre II, est abrogé pour tenir compte de la nouvelle procédure de demande unique applicable aux demandes de séjour à des fins d'un emploi hautement qualifié.

Les ressortissants de pays tiers concernés doivent introduire leur demande selon une procédure unique dans laquelle interviennent conjointement l'Office des Etrangers et les autorités régionales. Par conséquent, le poste consulaire ou diplomatique et le bourgmestre ou son délégué sont sans compétence pour statuer sur ces demandes.

Un nouveau chapitre est introduit à la suite de celui relatif aux demandes de permis unique. Il est renvoyé aux commentaires de l'article 12.

Art. 13

L'annexe 3 est remplacée afin de la mettre en conformité avec le tableau de répartition des compétences validé au comité de concertation du 25 novembre 2015. Ce tableau prévoit trois possibilités : aucune mention, marché du travail : limité ou marché du travail : non.

Art. 14

L'annexe 8, dans sa version en néerlandais, est remplacée afin de corriger une faute de traduction.

Art. 15

L'annexe 33 est remplacée afin de modifier l'autorité compétente habilitée à la délivrer.

Art. 16

L'annexe 35 est remplacée afin de supprimer la référence à l'étudiant étranger, ce document n'étant pas limité aux seuls étudiants étrangers. Il est délivré aux étrangers qui ont introduit un recours à l'encontre d'une décision visée à l'article 39/79, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi.

Art. 17

L'annexe 37, dans sa version néerlandaise, est remplacée afin de corriger une faute de traduction.

Art. 18 et 19

Aux annexes 41 et 41bis, les références aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la carte bleue européenne et aux travailleurs hautement qualifiés sont supprimées, la procédure de demande unique étant d'application.

Art. 20 à 24 et 27

Les annexes visées par ces dispositions contiennent les modèles de décision dans le cadre de la demande de carte bleue européenne (acte administratif unique d'octroi de la carte bleue européenne, attestation d'octroi de la carte bleue européenne, décision de refus et de fin de séjour) et les documents provisoires de séjour.

Art. 25.

Il est renvoyé au commentaire de l'article 11.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Asile et la Migration,
M. DE BLOCK

Paragraaf 5 bepaalt de vorm die de beslissing tot weigering van verblijf aanneemt.

Paragraaf 6 voert artikel 61/27-4, § 3, van de wet, uit en bepaalt de vorm van de beslissing tot weigering van verblijf.

Het nieuw artikel 105/9 bepaalt het model van de beslissing dat de minister of zijn gemachtigde (de Dienst Vreemdelingenzaken) moet gebruiken wanneer hij een einde maakt aan het verblijf van de onderdaan van een derde land aan wie een Europese blauwe kaart is toegekend. Bijlage 52 wordt bijgevolg vervangen.

Art. 12.

Hoofdstuk XI, van titel II, wordt opgeheven om rekening te houden met de nieuwe één enkele aanvraagprocedure die op de verblijfsaanvragen met het oog op een hooggekwalificeerde baan van toepassing is.

De betrokken onderdanen van derde landen moeten hun aanvraag indienen volgens één enkele procedure waarin de Dienst Vreemdelingenzaken en de gewestelijke overheden gezamenlijk optreden. Bijgevolg zijn de diplomatieke of consulaire post en de burgemeester of zijn gemachtigde niet bevoegd om over die aanvragen te beslissen.

Een nieuw hoofdstuk wordt ingevoegd na het hoofdstuk over de aanvragen voor de gecombineerde vergunning. Er wordt verwezen naar de commentaar bij artikel 12.

Art. 13

Bijlage 3 wordt vervangen om ze in overeenstemming te brengen met de tabel van de bevoegdheidsverdeling die in het overlegcomité van 25 november 2015 is gevalideerd. Deze tabel voorziet in drie mogelijkheden: geen vermelding, arbeidsmarkt: beperkt of arbeidsmarkt: neen.

Art. 14

Bijlage 8, in haar Nederlandse versie, wordt vervangen om een vertaalfout te verbeteren.

Art. 16

Bijlage 33 wordt vervangen om de overheid die gemachtigd is om ze af te geven te wijzigen.

Art. 16

Bijlage 35 wordt vervangen om de verwijzing naar de buitenlandse student te schrappen, aangezien dit document niet is beperkt tot alleen buitenlandse studenten. Het wordt afgegeven aan de vreemdelingen die tegen een beslissing bedoeld in artikel 39/79, § 1, tweede lid, van de wet, een beroep hebben ingesteld.

Art. 17

Bijlage 37, in zijn Nederlandse versie, wordt vervangen om een vertaalfout te verbeteren.

Art. 18 en 19

In de bijlagen 41 en 41bis worden de verwijzingen naar de wettelijke en verordenende bepalingen betreffende de Europese blauwe kaart en de hooggekwalificeerde werknemers geschrapt, daar één enkele aanvraagprocedure van toepassing is.

Art. 20 tot 24 en 27

De bijlagen bedoeld door deze bepalingen bevatten de beslissingsmodellen in het kader van de aanvraag voor een Europese blauwe kaart (één enkele administratieve handeling tot toekenning van de Europese blauwe kaart, attest van toekenning van de Europese blauwe kaart, beslissing tot weigering en tot beëindiging van verblijf) en de voorlopige verblijfsdocumenten.

Art. 25.

Er wordt verwezen naar de commentaar bij artikel 11.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Asiel en Migratie,
M. DE BLOCK

6 JUNI 2019. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de la délivrance d'une carte bleue européenne autorisant les ressortissants de pays tiers à séjourner sur le territoire du Royaume afin d'occuper un travail hautement qualifié

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, article 108;

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 1^{er}/1, § 1^{er}, alinéa 2, inséré par la loi-programme du 19 décembre 2014, l'article 5, alinéa 2, inséré par la loi du 15 juillet 1996, l'article 42, § 4, inséré par la loi du 25 avril 2007, les articles 61/25-2, § 5, alinéa 2, 61/25-6, § 5, insérés par la loi du 22 juillet 2018 et les articles 61/27-2, alinéa 2 et 61/27-5, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2, alinéa 2, insérés par la loi du 5 mai 2019 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 mars 2019;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 21 mars 2019;

Vu l'avis n° 66.082/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Asile et la Migration et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement :

1° la directive 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié;

2° la directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre.

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré et renuméroté par l'arrêté royal du 22 novembre 1996, modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 2018 est complété par les 8° et 9°, rédigés comme suit :

« 8° accord de coopération du 6 décembre 2018 : l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant exécution à l'accord de coopération du 2 février 2018;

9° Région : la Région au sens de l'article 3, 3°, de l'accord de coopération du 2 février 2018. ».

6 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen met het oog op de afgifte van een Europese blauwe kaart die de onderdanen van derde landen machtigt op het grondgebied van het Rijk te verblijven met het oog op een hooggekwalificeerde baan

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 1/1, § 1, tweede lid, ingevoegd door de programmawet van 19 december 2014, artikel 5, tweede lid, ingevoegd door de wet van 15 juli 1996, artikel 42, § 4, ingevoegd door de wet van 25 april 2007, de artikelen 61/25-2, § 5, alinéa 2, 61/25-6, § 5, ingevoegd door de wet van 22 juli 2018 en de artikelen 61/27-2, tweede lid en 61/27-5, § 1, tweede lid en § 2, tweede lid ingevoegd door de wet van 5 mei 2019 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving die overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging werd uitgevoerd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 21 maart 2019;

Gelet op advies nr. 66.082/4 van de Raad van State, gegeven op 22 mei 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Asiel en Migratie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van:

1° richtlijn 2009/50/EG van de Raad van 25 mei 2009 betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van onderdanen van derde landen met het oog op een hooggekwalificeerde baan;

2° richtlijn 2011/98/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende één enkele aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning voor onderdanen van derde landen om te verblijven en te werken op het grondgebied van een lidstaat, alsmede inzake een gemeenschappelijk pakket rechten voor werknemers uit derde landen die legaal in een lidstaat verblijven.

Art. 2. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd en hernummerd door het koninklijk besluit van 22 november 1996, gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt aangevuld met de bepalingen onder 8° en 9°, luidende:

“8° samenwerkingsakkoord van 6 december 2018: het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018;

9° Gewest: het Gewest in de zin van artikel 3, 3°, van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018.”.

Art. 3. À l'article 1^{er}/2/1, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er} les mots « ou à l'article 61/26 » sont insérés entre « 61/25-1 » et « ,de la loi » et un « 10° » est inséré entre « 8° » et « ou »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « ou à l'article 61/27-4, § 3 alinéa 1^{er} » sont insérés entre « alinéa 1^{er} » et « ,de la loi »;

3° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « ou à l'article 61/27-4, § 3, alinéa 2 » sont insérés entre « alinéa 2 » et « ,de la loi ».

Art. 4. L'article 25/2, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est complété par un paragraphe 7, rédigé comme suit :

« § 7. Le présent article ne s'applique pas aux ressortissants d'un pays tiers qui introduisent une demande d'autorisation de travail visée à l'article 61/26, de la loi, sur base de l'article 61/27-1, §§ 2 ou 3, de la loi. ».

Art. 5. À l'article 31, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est abrogé;

2° le paragraphe 2 est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Conformément à l'article 11 de l'accord de coopération du 6 décembre 2018, la durée de validité de la carte bleue européenne est une période de validité standard comprise entre un an et quatre ans, en fonction de la durée de l'autorisation de travail déterminée par chaque Région.

Cette durée de validité correspond à la durée de l'autorisation de travail délivrée par l'autorité régionale compétente.

Lorsque la période couverte par le contrat de travail est inférieure à la durée visée à l'alinéa 7, la durée de validité de la carte bleue européenne est égale à la durée de l'autorisation de travail augmentée de trois mois. ».

Art. 6. Dans l'article 32, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, le paragraphe 2^{ter} est abrogé.

Art. 7. À l'article 33, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ,de sa carte bleue européenne » sont chaque fois supprimés;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Deux mois avant l'échéance de sa carte bleue européenne, le ressortissant d'un pays tiers est tenu de se présenter à l'administration communale du lieu de sa résidence pour demander le renouvellement de sa carte bleue européenne. »;

3° il est inséré un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Lorsque le ressortissant d'un pays tiers a introduit sa demande de renouvellement, conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, et que l'autorité régionale compétente et le ministre ou son délégué n'ont pas été en mesure de prendre une décision concernant la demande avant l'expiration de la validité de la carte bleue européenne dont il est titulaire, le bourgmestre ou son délégué le met en possession d'une attestation établie conformément au modèle figurant à l'annexe 49 pour autant que l'intéressé ait produit le document délivré par l'autorité régionale compétente attestant du caractère recevable et complet de la demande.

L'attestation visée à l'alinéa 1^{er} couvre provisoirement le séjour du ressortissant d'un pays tiers sur le territoire du Royaume. Sa durée de validité est de trente jours et peut être prorogée à une seule reprise pour une même durée. ».

Art. 3. In artikel 1/2/1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden "of in artikel 61/26" ingevoegd tussen de woorden "61/25-1" en de woorden ",van de wet", en wordt een "10°" ingevoegd tussen "8°" en "of";

2° in paragraaf 3, eerste lid, worden de woorden "of artikel 61/27-4, § 3, eerste lid" ingevoegd tussen de woorden "eerste lid" en de woorden ",van de wet";

3° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "of artikel 61/27-4, § 3, tweede lid" ingevoegd tussen de woorden "tweede lid" en de woorden ",van de wet".

Art. 4. Artikel 25/2 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 7, luidende:

"§ 7. Dit artikel is niet van toepassing op de onderdanen van een derde land die een aanvraag voor een toelating tot arbeid bedoeld in artikel 61/26, van de wet, op basis van artikel 61/27-1, §§ 2 of 3, van de wet, indienen."

Art. 5. In artikel 31 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, wordt het derde lid opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met drie leden, luidende:

"Overeenkomstig artikel 11 van het samenwerkingsakkoord van 6 december 2018, is de periode van geldigheid van de Europese blauwe kaart een standaard geldigheidsperiode, variërend van één tot vier jaar, naargelang de duur van de arbeidsvergunning die door het Gewest wordt bepaald.

Deze geldigheidsduur komt overeen met de duur van de arbeidsvergunning afgegeven door de bevoegde gewestelijke overheid.

Wanneer de duur van de arbeidsovereenkomst korter is dan de duur bedoeld bij lid 7, is de geldigheidsduur van de Europese blauwe kaart gelijk aan de duur van de arbeidsvergunning vermeerderd met drie maanden."

Art. 6. In artikel 32, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt paragraaf 2^{ter} opgeheven.

Art. 7. In artikel 33, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden ",van zijn Europese blauwe kaart" en ",zijn Europese blauwe kaart" geschrapt;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een derde lid, luidende:

"Twee maanden voor de vervaldag van zijn Europese blauwe kaart, moet de onderdaan van een derde land zich aanbieden bij het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats om de verlenging van zijn Europese blauwe kaart aan te vragen."

3° er wordt een paragraaf 6 ingevoegd, luidende:

"§ 6. Indien de onderdaan van een derde land zijn aanvraag tot vernieuwing heeft ingediend overeenkomstig paragraaf 1, derde lid, en de bevoegde gewestelijke overheid en de minister of zijn gemachtigde niet in staat waren over deze aanvraag een beslissing te nemen voor het verstrijken van de geldigheid van de Europese blauwe kaart waarvan hij houder is, stelt de burgemeester of zijn gemachtigde hem in het bezit van een attest conform het model in bijlage 49, mits de onderdaan van een derde land het door de bevoegde gewestelijke overheid afgegeven document heeft voorgelegd dat bewijst dat de aanvraag ontvankelijk en volledig is.

Het in het eerste lid bedoelde attest dekt voorlopig het verblijf van de onderdaan van een derde land op het grondgebied van het Rijk. Het attest is dertig dagen geldig en kan eenmaal met eenzelfde periode verlengd worden."

Art. 8. À l'article 74, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « à partir de la date de sa délivrance » sont remplacés par les mots « à partir de la date de l'introduction de sa demande »;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « à partir de la date de sa délivrance » sont remplacés par les mots « à partir de la date de l'introduction de sa demande ».

Art. 9. À l'article 75, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 19 mai 1993, modifié par les arrêtés royaux du 27 avril 2007 et du 17 août 2013, au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « certificat d'immatriculation, modèle A, valable pour trois mois à compter de la date de délivrance » sont remplacés par « certificat d'immatriculation valable pour quatre mois à partir de la date de l'introduction de sa demande ultérieure ».

Art. 10. Dans l'article 105/3, §1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, les mots « et couvrant provisoirement son séjour » sont insérés entre les mots « dépôt de sa demande » et les mots « établi conformément ».

Art. 11. Dans le titre II, du même arrêté, il est inséré un chapitre *Vter*, comportant les articles 105/7 à 105/9, rédigés comme suit :

« Chapitre *Vter* – Travailleurs hautement qualifiés – Carte bleue européenne

Art. 105/7. Sans préjudice de la législation régionale ou communautaire relative à l'occupation des travailleurs étrangers, la demande de séjour visée à l'article 61/26 de la loi, contient au moins les informations suivantes :

1° le poste diplomatique ou consulaire compétent pour le lieu de la résidence ou du séjour à l'étranger du ressortissant du pays tiers concerné lorsque celui-ci ne se trouve pas sur le territoire du Royaume;

2° l'adresse de la résidence effective ou l'adresse d'hébergement du ressortissant d'un pays tiers, si celui-ci est déjà admis ou autorisé à séjourner sur le territoire du Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours conformément au titre I, chapitre II, de la loi, ou pour une période de plus de nonante jours conformément au titre I, chapitre III, de la loi;

3° le cas échéant, l'adresse électronique de son employeur.

Art. 105/8. § 1^{er}. Lorsque le ressortissant d'un pays tiers est autorisé au travail par l'autorité régionale compétente et au séjour en application de l'article 61/27-4, § 1^{er}, de la loi, le ministre ou son délégué lui notifie cette décision au moyen du document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 46.

De plus, le ministre ou son délégué en fait parvenir une copie :

1° au poste diplomatique ou consulaire compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger : si l'intéressé ne se trouve pas sur le territoire du Royaume;

2° à l'administration communale du lieu de sa résidence effective ou de son hébergement : si l'intéressé est déjà admis ou autorisé à séjourner sur le territoire du Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours conformément au titre I, chapitre II, de la loi, ou pour une période de plus de nonante jours conformément au titre I, chapitre III, de la loi.

§ 2. Conformément à l'article 25, § 4, de l'accord de coopération du 2 février 2018 et à l'article 61/27-5, § 3, de la loi, si l'autorité régionale compétente et le ministre ou son délégué n'ont pris aucune décision négative, le ministre ou son délégué informe l'intéressé qu'il est autorisé à séjourner et à travailler et ce, au moyen du document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 47.

Art. 8. In artikel 74 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "vanaf de datum van afgifte" vervangen door de woorden "vanaf de datum van indiening van zijn aanvraag";

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "vanaf de datum van afgifte" vervangen door de woorden "vanaf de datum van indiening van zijn aanvraag".

Art. 9. In artikel 75, van hetzelfde arrest, ingevoegd bij koninklijk besluit van 19 mei 1993, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 april 2007 en 17 augustus 2013, worden in paragraaf 4, tweede lid, de woorden "attest van immatriculatie, model A, geldig voor drie maanden vanaf de datum van afgifte" vervangen door de woorden "attest van immatriculatie geldig voor vier maanden vanaf de datum van indiening van zijn volgende aanvraag".

Art. 10. In artikel 105/3, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 12 november 2018, worden de woorden "en zijn verblijf voorlopig dekt," ingevoegd tussen de woorden "aanvraag bewijst" en de woorden "en dat overeenkomstig".

Art. 11. In titel II, van hetzelfde besluit, wordt een hoofdstuk *Vter* ingevoegd dat de artikelen 105/7 tot 105/9 bevat, luidende:

"Hoofdstuk *Vter* – Hooggekwalificeerde werknemers – Europese blauwe kaart

Art. 105/7. Onverminderd de gewestelijke of communautaire wetgeving betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers bevat de verblijfsaanvraag bedoeld in artikel 61/26 van de wet op zijn minst de volgende inlichtingen:

1° de diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor de verblijfplaats of de plaats van oponthoud in het buitenland van de betrokken onderdaan van een derde land, wanneer die zich niet op het grondgebied van het Rijk bevindt;

2° het adres van de effectieve verblijfplaats of het huisvestingsadres van de onderdaan van een derde land, indien die, overeenkomstig titel I, hoofdstuk II, van de wet reeds toegelaten of gemachtigd is om voor een periode van niet meer dan negentig dagen op het grondgebied van het Rijk te verblijven of indien hij, overeenkomstig titel I, hoofdstuk III, van de wet reeds toegelaten of gemachtigd is om voor een periode van meer dan negentig dagen op het grondgebied van het Rijk te verblijven;

3° in voorkomend geval het elektronisch adres van zijn werkgever.

Art. 105/8. § 1. Wanneer de onderdaan van een derde land door de bevoegde gewestelijke overheid tot arbeid gemachtigd wordt en tot verblijf met toepassing van artikel 61/27-4, § 1, van de wet, geeft de minister of zijn gemachtigde hem van deze beslissing kennis door middel van een document opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 46.

De minister of zijn gemachtigde stuurt ook een afschrift naar:

1° de diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor zijn verblijfplaats of zijn plaats van oponthoud in het buitenland: indien de betrokkene zich niet op het grondgebied van het Rijk bevindt;

2° naar het gemeentebestuur van zijn effectieve verblijfplaats of zijn huisvestingsadres: indien de betrokkene, overeenkomstig titel I, hoofdstuk II, van de wet, reeds toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van niet meer dan negentig dagen, of, overeenkomstig titel I, hoofdstuk III, van de wet, reeds toegelaten of gemachtigd is tot een verblijf van meer dan negentig dagen.

§ 2. Indien de bevoegde gewestelijke overheid en de minister of zijn gemachtigde geen enkele negatieve beslissing hebben genomen, informeert de minister of zijn gemachtigde de betrokkene dat hij mag verblijven en werken door middel van een document opgesteld overeenkomstig het model van bijlage 47, dit krachtens artikel 25, § 4, van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 en artikel 61/27-5, § 3, van de wet.

De plus, le ministre ou son délégué en fait parvenir une copie :

1° au poste diplomatique ou consulaire compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger : si l'intéressé ne se trouve pas sur le territoire du Royaume;

2° à l'administration communale du lieu de sa résidence effective ou de son hébergement : si l'intéressé est déjà admis ou autorisé à séjourner sur le territoire du Royaume pour une période n'excédant pas nonante jours conformément au titre I, chapitre II, de la loi ou pour une période de plus de nonante jours conformément au titre I, chapitre III, de la loi.

§ 3. Lorsque le ressortissant d'un pays tiers visé au paragraphe 1^{er} ne se trouve pas sur le territoire du Royaume, il sollicite l'octroi d'un visa de long séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger. Ce dernier lui délivre le visa sans délai pour autant qu'il présente les documents suivants :

1° un passeport en cours de validité ou un titre de voyage en tenant lieu en cours de validité couvrant au moins la durée du séjour envisagée; et

2° la décision l'autorisant à séjourner et à travailler visée au paragraphe 1^{er}.

L'intéressé porteur du visa de long séjour délivré en application de l'alinéa 1^{er} se rend auprès de l'administration communale du lieu de sa résidence en vue de son inscription au registre des étrangers et de la délivrance d'une carte bleue européenne à durée limitée.

Dans l'attente de la réalisation du contrôle de résidence et de la délivrance de la carte bleue européenne, le bourgmestre ou son délégué délivre immédiatement à l'intéressé un document provisoire de séjour établi conformément au modèle figurant à l'annexe 49. La durée de validité de ce document est de quarante-cinq jours et peut être prorogée à deux reprises pour une même durée.

§ 4. Le ressortissant de pays tiers visé à l'article 61/27-5, § 2, de la loi, en possession de la décision visée au paragraphe 1^{er} ou du document visé au paragraphe 2 se rend auprès de l'administration communale du lieu de sa résidence en vue de son éventuelle inscription au registre des étrangers et de la délivrance d'une carte bleue européenne à durée limitée.

Dans l'attente de la réalisation du contrôle de résidence et/ou de la délivrance de la carte bleue européenne, le bourgmestre ou son délégué délivre immédiatement à l'intéressé un document provisoire de séjour établi conformément à l'annexe 49. La durée de validité de ce document est de quarante-cinq jours et peut être prorogée à deux reprises pour une même durée.

Si l'intéressé est en possession d'un document ou d'un titre de séjour, il le restitue lors de la délivrance du document provisoire de séjour.

§ 5. Lorsque le ministre ou son délégué décide que le ressortissant d'un pays tiers n'est pas autorisé au séjour, il lui notifie cette décision au moyen du document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 48.

§ 6. Lorsque le ministre ou son délégué, en application de l'article 61/27-4, § 3, de la loi, exige du ressortissant d'un pays tiers de lui transmettre des informations ou des documents complémentaires, il l'informe des informations et/ou des documents qu'il doit produire.

Si les informations et/ou documents complémentaires n'ont pas été fournis dans le délai prévu à l'article 61/27-4, § 3, de la loi, le ministre ou son délégué refuse la demande et lui notifie cette décision au moyen d'un document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 48.

Bovendien stuurt de minister of zijn gemachtigde er een kopie van:

1° naar de diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor zijn plaats van verblijf of ophoud in het buitenland: indien de betrokkene zich niet op het grondgebied van het Rijk bevindt;

2° naar het gemeentebestuur van zijn effectieve verblijfplaats of van zijn huisvesting: indien de betrokkene al is toegelaten of gemachtigd tot het verblijf op het grondgebied van het Rijk voor een periode die negentig dagen niet overschrijdt overeenkomstig titel I, hoofdstuk II, van de wet of voor een periode van meer dan negentig dagen overeenkomstig titel I, hoofdstuk III, van de wet.

§ 3. Indien de onderdaan van een derde land bedoeld in paragraaf 1 zich niet op het grondgebied van het Rijk bevindt, vraagt hij de toekenning van een visum lang verblijf aan bij de diplomatieke of consulaire post die bevoegd is voor zijn verblijfplaats of plaats van ophoud in het buitenland. De post geeft het visum onverwijld aan hem af, voor zover hij de volgende documenten voorlegt:

1° een geldig paspoort of een daarmee gelijkgestelde geldige reistitel dewelke op zijn minst de duur van het voorgenomen verblijf dekken; en

2° de beslissing tot machtiging tot verblijf en arbeid bedoeld in paragraaf 1.

De betrokkene die in het bezit is van een visum lang verblijf dat met toepassing van het eerste lid afgegeven werd begeeft zich naar het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats, met het oog op zijn inschrijving in het vreemdelingenregister en de aflevering van een Europese blauwe kaart van beperkte duur.

In afwachting van de uitvoering van de controle van de verblijfplaats en de afgifte van de Europese blauwe kaart geeft de burgemeester of zijn gemachtigde aan de betrokkene onmiddellijk een voorlopig verblijfsdocument overeenkomstig het model in bijlage 49 af. Het document is vijfenveertig dagen geldig en kan tweemaal met eenzelfde periode verlengd worden.

§ 4. De onderdaan van een derde land bedoeld in artikel 61/27-5, § 2, van de wet, die in het bezit is van de beslissing bedoeld in paragraaf 1 of van het document bedoeld in paragraaf 2 begeeft zich naar het gemeentebestuur van zijn verblijfplaats, met het oog op zijn eventuele inschrijving in het vreemdelingenregister en de afgifte van een Europese blauwe kaart van beperkte duur.

In afwachting van de uitvoering van de controle van de verblijfplaats en/of de afgifte van de Europese blauwe kaart geeft de burgemeester of zijn gemachtigde aan de betrokkene onmiddellijk een voorlopig verblijfsdocument overeenkomstig het model in bijlage 49 af. Het document is vijfenveertig dagen geldig en kan tweemaal met eenzelfde periode verlengd worden.

Indien de betrokkene in het bezit is van een verblijfsdocument of een verblijfstitel geeft hij deze terug wanneer het voorlopig verblijfsdocument afgegeven wordt.

§ 5. Wanneer de minister of zijn gemachtigde beslist dat de onderdaan van een derde land niet gemachtigd is tot verblijf betekent hij hem deze beslissing door middel van het document overeenkomstig het model in bijlage 48.

§ 6. Indien de minister of zijn gemachtigde, met toepassing van artikel 61/27-4, § 3, van de wet, van de onderdaan van een derde land eist dat die aanvullende inlichtingen of documenten naar hem stuurt, informeert hij hem over de inlichtingen en/of documenten die hij moet voorleggen.

Indien de aanvullende inlichtingen en/of documenten niet binnen de termijn voorzien in artikel 61/27-4, § 3, van de wet verstrekt werden weigert de minister of zijn gemachtigde de aanvraag en wordt deze beslissing door middel van een document overeenkomstig het model in bijlage 48 betekend.

Art. 105/9. Lorsqu'en application de l'article 61/27-6, de la loi, le ministre ou son délégué décide de mettre fin au séjour du ressortissant d'un pays tiers, cette décision lui est notifiée au moyen du document établi conformément au modèle figurant à l'annexe 52. ».

Art. 12. Dans le titre II, du même arrêté, le chapitre XI intitulé « Travailleurs hautement qualifiés – Carte bleue européenne » et comportant les articles 110*quinquiesdecies* à 110*sexiesdecies* est abrogé.

Art. 13. L'annexe 3, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 1ère jointe au présent arrêté.

Art. 14. L'annexe 8, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 15. L'annexe 33, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 16. L'annexe 35, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

Art. 17. L'annexe 37, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 5 jointe au présent arrêté.

Art. 18. L'annexe 41, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018 est remplacée par l'annexe 6 jointe au présent arrêté.

Art. 19. L'annexe 41*bis*, du même arrêté, modifiée par les arrêtés royaux du 15 août 2012 et 17 août 2013, est remplacée par l'annexe 7 jointe au présent arrêté.

Art. 20. L'annexe 43, remplacée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 8 jointe au présent arrêté.

Art. 21. L'annexe 43*bis*, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 9 jointe au présent arrêté.

Art. 22. L'annexe 46, insérée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 10 jointe au présent arrêté.

Art. 23. L'annexe 47, insérée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 11 jointe au présent arrêté.

Art. 24. L'annexe 49, insérée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 12 jointe au présent arrêté.

Art. 25. L'annexe 50, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 13 jointe au présent arrêté.

Art. 26. L'annexe 51, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 14 jointe au présent arrêté.

Art. 27. L'annexe 52, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 12 novembre 2018, est remplacée par l'annexe 15 jointe au présent arrêté.

Art. 28. Le ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,
M. DE BLOCK

Art. 105/9. Indien de minister of zijn gemachtigde, met toepassing van artikel 61/27-6, van de wet, beslist om een einde te maken aan aan het verblijf van een onderdaan van een derde land wordt deze beslissing door middel van het document overeenkomstig het model in bijlage 52 aan hem betekend.”.

Art. 12. In titel II, van hetzelfde besluit, wordt hoofdstuk XI genaamd “Hooggekwalificeerde werknemers - Europese blauwe kaart” dat de artikelen 110*quinquiesdecies* tot 110*sexiesdecies* bevat, opgeheven.

Art. 13. Bijlage 3, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 1 gevoegd bij dit besluit.

Art. 14. Bijlage 8, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 2 gevoegd bij dit besluit.

Art. 15. Bijlage 33, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 3 gevoegd bij dit besluit.

Art. 16. Bijlage 35, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 4 gevoegd bij dit besluit.

Art. 17. Bijlage 37, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 5 gevoegd bij dit besluit.

Art. 18. Bijlage 41, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 6 gevoegd bij dit besluit.

Art. 19. Bijlage 41*bis*, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijk besluiten van 15 augustus 2012 en 17 november 2013, wordt vervangen door bijlage 7 gevoegd bij dit besluit.

Art. 20. Bijlage 43, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 8 gevoegd bij dit besluit.

Art. 21. Bijlage 43*bis*, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 9 gevoegd bij dit besluit.

Art. 22. Bijlage 46, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 10 gevoegd bij dit besluit.

Art. 23. Bijlage 47, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 11 gevoegd bij dit besluit.

Art. 24. Bijlage 49, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 12 gevoegd bij dit besluit.

Art. 25. Bijlage 50, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 13 gevoegd bij dit besluit.

Art. 26. Bijlage 51, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 14 gevoegd bij dit besluit.

Art. 27. Bijlage 52, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 november 2018, wordt vervangen door bijlage 15 gevoegd bij dit besluit.

Art. 28. De minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Asiel en Migratie,
M. DE BLOCK

Annexe 1^{ère} à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 3 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 3

ROYAUME DE BELGIQUE

Province :

Commune :

Réf. :

DÉCLARATION D'ARRIVÉE

Le (la) ressortissant(e) : (nom et prénoms)

de nationalité :

né(e) à : le (en) :

arrivé(e) en Belgique le :

demeurant en cette commune à l'adresse :

est autorisé(e) au séjour jusqu'au :⁽¹⁾Marché du travail :⁽²⁾ Néant

Limité

Non

La présente déclaration ne vaut qu'accompagnée du document d'identité dont l'intéressé(e) est titulaire :⁽³⁾

LE PRÉSENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITÉ OU UN TITRE DE NATIONALITÉ.

Fait à , le

Le Bourgmestre ou son délégué

Signature de l'intéressé (e)

Photo + Sceau

⁽¹⁾ Date d'échéance : trois mois au maximum à partir de la date d'entrée dans le Royaume à moins que le visa ou l'autorisation tenant lieu de visa, apposé sur le passeport ou le titre de voyage en tenant lieu, ne fixe une durée plus courte.

⁽²⁾ Biffer la mention inutile.

⁽³⁾ Indiquer la nature et les caractéristiques du document et, éventuellement, les caractéristiques et la validité du visa de voyage.

Vu pour être annexé comme annexe 1^{ère} à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration

M. DE BLOCK

Annexe 2 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 8 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 8
(VERSION PAPIER)

ROYAUME DE BELGIQUE
PROVINCE :
COMMUNE :
RÉF. :

ATTESTATION D'ENREGISTREMENT

Délivrée conformément à l'article 42, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et à l'article 51, § 1^{er} ou 3⁽¹⁾, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Suite à sa demande du le droit de séjour a été reconnu au citoyen de l'Union européenne :

Nom : Prénom(s) :

Né à : Le :

Résidant à/qui déclare résider à :

Numéro d'identification au registre national des
personnes physiques :⁽²⁾

L'intéressé(e) est inscrit(e) dans le registre d'attente en attendant qu'il soit procédé au contrôle de résidence / dans le registre des étrangers⁽¹⁾.

Marché du travail : illimité.

LE PRÉSENT DOCUMENT, NE CONSTITUANT EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITÉ OU DE NATIONALITÉ, EST VALABLE JUSQU'AU : ⁽³⁾

Fait à , le

Le Bourgmestre ou son délégué

Signature du citoyen de l'Union.



Sceau

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Pour autant que le citoyen de l'Union européenne dispose d'un tel numéro d'identification.

(3) La durée de validité est de maximum 5 ans.

Vu pour être annexé comme annexe 2 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration

M. DE BLOCK

Annexe 3 à l'arrêté royal du modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 33 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 33

ROYAUME DE BELGIQUE
PROVINCE :
COMMUNE :
REF. :

DOCUMENT DE SÉJOUR

délivré à un étudiant étranger en application de l'article 102, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Nom : Prénom(s) :

Nationalité :

Né à : Le :

Étudiant à :⁽¹⁾

Résidant actuellement à :⁽²⁾

Demeurant à :⁽³⁾

est autorisé(e) à séjourner dans le Royaume jusqu'au :⁽⁴⁾

Marché du travail : LIMITÉ.

LE PRÉSENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITÉ OU DE NATIONALITÉ.

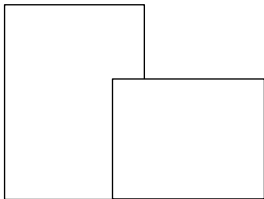
Le présent document ne vaut qu'accompagné du document d'identité dont l'intéressé(e) est titulaire.⁽⁵⁾

Fait à , le

Signature du titulaire,

Le Bourgmestre ou son délégué

Photo + Sceau



⁽¹⁾ Dénomination et adresse de l'établissement d'enseignement.

⁽²⁾ Adresse dans le pays limitrophe.

⁽³⁾ Adresse en Belgique.

⁽⁴⁾ Date d'échéance : 31 juillet s'il s'agit de cours du degré inférieur ou secondaire ou 31 octobre s'il s'agit de cours du degré supérieur.

⁽⁵⁾ Nature et caractéristiques du document et, éventuellement, caractéristiques et validité du visa.

Vu pour être annexée comme annexe 3 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Annexe 4 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

*Annexe 35 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 35

ROYAUME DE BELGIQUE
PROVINCE :
COMMUNE :
REF. :

**DOCUMENT SPÉCIAL DE SÉJOUR
(RECTO)**

délivré en application de l'article 111, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Nom : Prénom(s) :
Date de naissance : Lieu de naissance :
Nationalité :
Demeurant à :
Numéro d'identification au registre national :

a introduit, auprès du Conseil du Contentieux des Étrangers, un recours de pleine juridiction conformément à la procédure ordinaire ou un recours en annulation à l'encontre d'une décision visée l'article 39/79, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

L'intéressé(e) n'est ni admis(e), ni autorisé(e) au séjour mais peut demeurer sur le territoire du Royaume dans l'attente d'une décision du Conseil du Contentieux des Étrangers.

Le présent document est valable jusqu'au :

Marché du travail :⁽¹⁾ illimité
limité
non

LE PRÉSENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITÉ OU DE NATIONALITÉ.

Fait à _____, le _____
Le Bourgmestre ou son délégué

⁽¹⁾ Biffer les mentions inutiles.

DOCUMENT SPÉCIAL DE SÉJOUR
(VERSO)

La durée de validité du présent document spécial de séjour est prorogée :

Jusqu'au : Jusqu'au :

A le A le

Le Bourgmestre ou son délégué, Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau Sceau

Jusqu'au : Jusqu'au :

A le A le

Le Bourgmestre ou son délégué, Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau Sceau

Jusqu'au : Jusqu'au :

A le A le

Le Bourgmestre ou son délégué, Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau Sceau

Vu pour être annexée comme annexe 4 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK

Vu pour être annexée comme annexe 5 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK

Annexe 6 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

*Annexe 41 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
Sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

Annexe 41

ROYAUME DE BELGIQUE
PROVINCE :
COMMUNE :
RÉF. :

**DÉCISION DE NON PRISE EN CONSIDÉRATION
(RECTO)**

d'une demande d'autorisation dans le cadre de l'article 61/25-6, § 5 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et de l'article 105/3, § 2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Nom : Prénom(s) :
Date de naissance : Lieu de naissance :
Nationalité :
Résidant à / Déclarant résider à :
Numéro d'identification au registre national :

s'est présenté(e) le (jour/mois/année) à l'administration communale pour introduire une demande de séjour en application de l'article 61/25-6, § 5 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Cette demande n'est pas prise en considération et n'est pas transmise au Ministre ou à son délégué au motif que l'étranger ne produit pas à l'appui de sa demande toutes les preuves visées à l'article 61/25-6, § 5, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à savoir :

.....
.....
.....
.....⁽²⁾

LE PRÉSENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITÉ OU DE NATIONALITÉ.

Fait à _____, le _____

Le Bourgmestre ou son délégué.

Sceau

⁽¹⁾ A compléter uniquement si l'étranger dispose d'un tel numéro d'identification.
⁽²⁾ Mentionner les documents manquants.

**ACTE DE NOTIFICATION
(*VERSO*)**

L'an le

Je soussigné
.....¹

demeurant à
.....

ai notifié à
.....

né(e) à le
.....

la décision de non prise en considération de sa demande d'admission au séjour introduite en application de l'article 61/25-6, § 5 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Il lui a été remis, par mes soins, une copie de cette décision.

Je l'ai informé(e) que cette décision est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers en vertu de l'article 39/2, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, lequel doit être introduit, par voie de requête, dans les trente jours de la notification de cette décision.

Sans préjudice des autres modalités légales et réglementaires, le recours visé ci-dessus est formé par voie de requête, laquelle doit remplir les conditions mentionnées dans l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980. Le recours est introduit auprès du Conseil par pli recommandé à la poste au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles.

L'introduction d'un recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure.

LE PRÉSENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITÉ OU UN TITRE DE NATIONALITÉ.

Je reconnais avoir reçu notification de la présente décision,

Signature de l'étranger,

Signature de l'Autorité

¹ Nom et qualité de l'autorité procédant à la notification de la décision.

Vu pour être annexée comme annexe 6 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Annexe 7 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

*Annexe 41bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981
Sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

Annexe 41bis

ROYAUME DE BELGIQUE

PROVINCE :

ARRONDISSEMENT :

COMMUNE

RÉF. :

ATTESTATION DE RÉCEPTION D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE SÉJOUR

Délivrée en application de l'article 26/2, § 3 ; 26/2/1, § 3,² de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Nom:

Prénom(s) :

Nationalité :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Numéro d'identification au Registre national :³

Résident / Déclarant résider à :

s'est présenté(e) le (jour/mois/année) à l'administration communale pour introduire une demande d'autorisation de séjour en application de l'article 10bis ou de l'article 61/7¹, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et requérir son inscription en qualité de :

- bénéficiaire du statut de résident de longue durée-C.E. dans un autre Etat membre de l'Union européenne et sollicitant une autorisation de séjour en vue d'y :
 - exercer une activité non salariée ;
 - poursuivre des études ;
 - poursuivre une formation professionnelle ;
 - poursuivre d'autres fins ;
- conjoint ;
- partenaire dans le cadre d'un partenariat équivalent à mariage ;
- partenaire dans le cadre d'un partenariat enregistré conformément à une loi ;
- descendant ;
- descendant handicapé ;
- père ou mère d'un « M.E.N.A. » reconnu réfugié ou bénéficiant de la protection subsidiaire.

de :

Etant prise en considération, cette demande est transmise au Ministre ou à son délégué qui dispose d'un délai de maximum six ou quatre mois ou de nonante jours¹ prenant court à partir de la délivrance de la présente attestation de réception (article 10ter, § 2 ; article 10ter, § 2bis ; article 10ter, § 2ter ; article 61/7, § 3 ;, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers¹).

LE PRESENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITE OU DE NATIONALITE.

Fait à, le

Sceau

Le Bourgmestre ou son délégué

Signature de l'intéressé(e),

² Biffer la mention inutile.

³ A compléter uniquement si l'étranger dispose d'un tel numéro d'identification.

⁴ En cas de regroupement familial, cocher la case ad hoc et mentionner l'identité ainsi que le numéro d'identification au Registre national de la personne ouvrant le droit au regroupement familial.

Vu pour être annexée comme annexe 7 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Annexe 8 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

*Annexe 43 à l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 43

**DECISION INFORMANT L'ETRANGER DU PAIEMENT PARTIEL DE LA REDEVANCE VISANT A COUVRIR
LES FRAIS ADMINISTRATIFS RESULTANTS DU TRAITEMENT DE SA DEMANDE DE SEJOUR :**

En exécution de l'article 1^{er}/1, 61/25-5, § 3, alinéa 1^{er} ou 61/27-4, § 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et des articles 1^{er}/2, § 3, 1^{er}/2/1, § 3, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers,

Je soussigné [Nom et prénom(s)] [Qualité]
ai informé l'intéressé (e) identifié(e) ci-dessous que le paiement de la redevance effectué en date du _____ est partiel et qu'il/elle est tenu (e), dans un délai de :⁽¹⁾

30 jours à compter du jour suivant le jour de la notification de la présente décision, d'effectuer le paiement du solde restant dû, à savoir _____ euros. A défaut de quoi sa demande sera déclarée irrecevable ;

15 jours à compter du jour suivant le jour de la notification de la présente décision, d'effectuer le paiement du solde restant dû, à savoir _____ euros. A défaut de quoi sa demande sera refusée.

Nom : _____ Prénom(s) : _____
Date de naissance : _____ Lieu de naissance : _____
Nationalité : _____
Adresse : _____

Fait à _____, le _____

Le Bourgmestre ou son délégué,

Le représentant de la mission diplomatique ou consulaire belge
ou son délégué,

Le Ministre ou son délégué.⁽²⁾

Sceau

⁽¹⁾ Cocher le motif adéquat.

⁽²⁾ Biffer les mentions inutiles.

ACTE DE NOTIFICATION

L'an le
Je soussigné⁵
ai notifié à
né(e) à le
de nationalité et résidant à

la décision informant l'étranger du paiement partiel de la redevance visant à couvrir les frais administratifs résultant du traitement de sa demande de séjour et lui en ai remis une copie.

Je l'ai informé(e) que cette décision est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers en vertu de l'article 39/2, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lequel doit être introduit, par voie de requête, dans les trente jours de la notification de cette décision.

Sans préjudice des autres modalités légales et réglementaires, le recours visé ci-dessus est formé par voie de requête, laquelle doit remplir les conditions mentionnées dans l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980. Le recours est introduit auprès du Conseil par pli recommandé à la poste au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles.

L'introduction d'un recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure.

Je reconnais avoir reçu notification de la présente décision,

Signature de l'intéressé,

Signature de l'autorité,

⁵ Nom et qualité de l'autorité procédant à la notification de la décision.

Vu pour être annexée comme annexe 8 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Annexe 9 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

*Annexe 43bis à l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 43BIS

DECISION DE REFUS D'UNE DEMANDE DE SEJOUR

En exécution de l'article 61/25-5, § 3, alinéa 2, ou l'article 61/27-4, § 3, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et de l'article 1^{er}/2/1, § 4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers,

la demande de séjour introduite, le _____, par l'intéressé (e) identifié (e) ci-dessous, est refusée au motif que :⁽¹⁾

- le compte n° BE57 6792 0060 9235 n'a pas été réellement crédité du montant fixé à l'article 1er/1/1, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- il/elle a effectué un paiement partiel et qu'il n'a pas effectué le paiement du solde restant dû et qu'il n'en a pas apporté la preuve dans les quinze jours suivants le jour de la notification de la décision l'informant du paiement partiel.

Nom :

Prénom(s) :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Nationalité :

Adresse :

Fait à _____, le _____

Le Ministre ou son délégué,

Sceau

⁽¹⁾ Cocher le motif adéquat.

ACTE DE NOTIFICATION

L'an le
Je soussigné⁶
ai notifié à
né(e) à le
de nationalité et résidant à

la décision de refus de sa demande de séjour introduite le

et lui en ai remis une copie.

Je l'ai informé(e) que cette décision est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers en vertu de l'article 39/2, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lequel doit être introduit, par voie de requête, dans les trente jours de la notification de cette décision.

Sans préjudice des autres modalités légales et réglementaires, le recours visé ci-dessus est formé par voie de requête, laquelle doit remplir les conditions mentionnées dans l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980. Le recours est introduit auprès du Conseil par pli recommandé à la poste au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles.

L'introduction d'un recours en annulation n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure.

Je reconnais avoir reçu notification de la présente décision,

Signature de l'intéressé,

Signature de l'autorité,

⁶ Nom et qualité de l'autorité procédant à la notification de la décision.

Vu pour être annexée comme annexe 9 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Annexe 10 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

*Annexe 46 à l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 46

ROYAUME DE BELGIQUE

DÉCISION D'OCTROI D'UN PERMIS UNIQUE / DÉCISION D'OCTROI D'UNE CARTE BLEUE EUROPÉENNE⁽¹⁾

Délivrée en application de l'article 33, de l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers et des articles 105/2, § 1^{er}, 105/3, § 4, 105/8, § 1^{er} de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Suite à la procédure demande unique introduite conformément à l'accord de coopération précité le et déclarée recevable le.....

Nom :

Prénom(s) :

Nationalité :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Numéro d'identification au Registre national :⁽²⁾

Résidant / déclarant résider à :⁽³⁾

...

est autorisé à séjourner plus de nonante jours sur le territoire belge afin d'y travailler/ afin d'occuper un emploi hautement qualifié⁽⁴⁾.

Sont jointes à la présente décision, la décision d'autorisation de séjour et la décision d'autorisation de travail.

Fait à _____, le _____

Le Ministre ou son délégué,

Sceau

Signature de l'intéressé(e),

⁽¹⁾ Biffer la mention inutile

⁽²⁾ A compléter uniquement si l'étranger dispose d'un tel numéro d'identification.

⁽³⁾ Biffer la mention inutile.

⁽⁴⁾ Biffer la mention inutile

Vu pour être annexée comme annexe 10 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Annexe 11 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

*Annexe 47 à l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 47

ROYAUME DE BELGIQUE

ATTESTATION D'OCTROI D'UN PERMIS UNIQUE/ ATTESTATION D'OCTROI D'UNE CARTE BLEUE EUROPÉENNE

Délivrée en application des articles 25, § 4 et 33, de l'accord de coopération du 2 février 2018 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers et 105/2, § 3, 105/3, § 5, 105/8, §2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour et l'établissement des étrangers.

Suite à la procédure demande unique introduite conformément à l'accord de coopération précité le et déclarée recevable le.....

Nom :

Prénom(s) :

Nationalité :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Numéro d'identification au Registre national :⁽¹⁾

Résidant / déclarant résider à :⁽²⁾
...

est autorisé à séjourner plus de nonante jours sur le territoire belge afin d'y travailler.

Sont jointes à la présente l'attestation d'autorisation de séjour et l'attestation d'autorisation de travail.

Fait à _____, le _____

Le Ministre ou son délégué,

Sceau

Signature de l'intéressé(e),

⁽¹⁾ A compléter uniquement si l'étranger dispose d'un tel numéro d'identification.

⁽²⁾ Biffer la mention inutile.

Vu pour être annexée comme annexe 11 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Annexe 12 à l'arrêté royal dju 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

*Annexe 49 à l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 49

ROYAUME DE BELGIQUE
PROVINCE :
COMMUNE :
REF. :

ATTESTATION

Délivrée en application des articles 33, §§ 5 ou 6, 105/2, § 4, alinéa 3 ou 105/2, § 5, alinéa 2, 105/8, § 3, alinéa 3, 105/8, § 4, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Nom : Prénom(s) :

Nationalité :

Né à : Le :

Résidant à / déclarant résider à :⁽¹⁾

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques :⁽²⁾

s'est présenté(e) ce jour à l'administration communale :⁽³⁾

- pour requérir son inscription et/ou se voir délivrer le permis unique auquel il a droit (art. 105/2 §§4 et 5) ;
- pour requérir son inscription et/ou sa carte bleue européenne auquel il a droit (art. 105/8 §§3 et 4) ;
- pour demander le renouvellement de son permis unique (art. 33, §5).
- pour demander le renouvellement de sa carte bleue européenne (art. 33, §6)

La présente attestation couvre provisoirement le séjour de l'intéressé(e) jusqu'au :

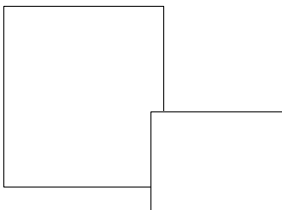
Marché du travail : LIMITE, ILLIMITE, NON

LE PRESENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITE OU DE NATIONALITE ET NE VAUT QU'ACCOMPAGNE DU DOCUMENT D'IDENTITE NATIONAL DONT L'INTERESSE EST TITULAIRE.

Fait à _____, le _____

Le Bourgmestre ou son délégué,

Photo + Sceau



⁽¹⁾ Biffer la mention inutile.

⁽²⁾ A compléter uniquement si l'étranger dispose d'un tel numéro d'identification.

⁽³⁾ Cocher le motif adéquat.

La durée de validité du présent document est prorogée :

Jusqu'au

Jusqu'au

Fait à le

Fait à le

Le Bourgmestre ou son délégué,

Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau

Sceau

Vu pour être annexée comme annexe 12 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Annexe 13 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

*Annexe 50 à l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 50

ROYAUME DE BELGIQUE
PROVINCE :
COMMUNE
RÉF. :

ATTESTATION DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT DE SÉJOUR

Délivrée en application de l'article 105/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Nom : Prénom(s) :

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques :

s'est présenté(e) le (jour/mois/année) à l'administration communale pour introduire une demande de renouvellement de séjour en application de l'article 61/25-6, § 5, de la loi, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Etant prise en considération, cette demande est transmise au Ministre ou à son délégué qui dispose d'un délai de maximum quatre mois prenant court à partir de la délivrance de la présente attestation de dépôt (article 61/25-5, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers).

La présente attestation couvre provisoirement le séjour de l'intéressé(e) jusqu'au :

Marché du travail : LIMITE, ILLIMITE, NON

LE PRESENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITE OU DE NATIONALITE.

Fait à , le

Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau

Signature de l'intéressé(e),

La durée de validité du présent document est prorogée :

Jusqu'au

Jusqu'au

Fait à le

Fait à le

Le Bourgmestre ou son délégué,

Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau

Sceau

Vu pour être annexée comme annexe 13 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Annexe 14 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

*Annexe 51 à l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 51

ROYAUME DE BELGIQUE
PROVINCE :
COMMUNE :
REF. :

DOCUMENT PROVISOIRE DE SEJOUR

Délivré en application de l'article 61/25-2, § 5, de la loi et 105/4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Nom : Prénom(s) :

Nationalité :

Né à : Le :

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques :

La présente attestation couvre provisoirement le séjour de l'intéressé(e) jusqu'au :

Fait à , le

Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau

Marché du travail : non

La durée de validité du présent document est prorogée :

Jusqu'au
Fait à le
Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau

Jusqu'au
Fait à le
Le Bourgmestre ou son délégué,

Sceau

Vu pour être annexée comme annexe 14 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Annexe 15 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

*Annexe 52 à l'arrêté royal du 8 octobre 1981
sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

ANNEXE 52

ROYAUME DE BELGIQUE
SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
OFFICE DES ETRANGERS
REF. :

**DECISION METTANT FIN AU SEJOUR
(RECTO)**

En exécution de l'article 61/25-7 ou de l'article 61/27-6 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et de l'article 105/6, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il est mis fin au séjour dans le Royaume de :

Nom : Prénom(s) :

Nationalité :

Né à : Le :

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques :

autorisé au séjour sur base de l'article 61/25-5 ou sur base de l'article 61/27-4, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, au motif que :

.....
.....
.....
.....

LE PRESENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITE OU DE NATIONALITE.

Fait à , le

Le Ministre ou son délégué,⁽¹⁾

⁽¹⁾ Biffer la mention inutile et mentionner la qualité du ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions.

**ACTE DE NOTIFICATION
(*VERSO*)**

L'an le
 À la requête du Ministre de⁽¹⁾
 du délégué du Ministre de
 Je soussigné⁽²⁾
 demeurant à
 ai notifié à
 ...
 né(e) à le
 ...

Je l'ai informé(e) que cette décision est susceptible d'un recours en annulation auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers en vertu de l'article 39/2, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, lequel doit être introduit, par voie de requête, dans les trente jours de la notification de cette décision.

Sans préjudice des autres modalités légales et réglementaires, le recours visé ci-dessus est formé par voie de requête, laquelle doit remplir les conditions mentionnées dans l'article 39/78 de la loi du 15 décembre 1980. Le recours est introduit auprès du Conseil par pli recommandé à la poste au Premier Président du Conseil du Contentieux des Etrangers, rue Gaucheret 92-94, à 1030 Bruxelles.

L'introduction d'un recours en annulation et d'une demande de suspension n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la présente mesure.

LE PRESENT DOCUMENT NE CONSTITUE EN AUCUNE FAÇON UN TITRE D'IDENTITE OU UN TITRE DE NATIONALITE.

Je reconnais avoir reçu notification de la présente décision,

Signature de l'étranger,

Signature de l'Autorité

⁽¹⁾ Biffer la mention inutile et mentionner la qualité du ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions.

⁽²⁾ Nom et qualité de l'autorité procédant à la notification de la décision.

Vu pour être annexée comme annexe 15 à l'arrêté royal du 6 juin 2019 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Asile et la Migration,

M. DE BLOCK.

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 3

KONINKRIJK BELGIË
Provincie:
Gemeente:
Kenmerk:

AANKOMSTVERKLARING

De onderdaan: _____ (naam en voornamen)
nationaliteit:
geboren te: _____ op _____
in België aangekomen op:
verblijf houdend in deze gemeente op het adres :

wordt toegelaten tot verblijf tot:⁽¹⁾

Arbeidsmarkt⁽²⁾ Niets
 beperkt
 nee

Deze verklaring is slechts geldig indien ze vergezeld gaat van het identiteitsdocument waarvan de betrokkene houder is:⁽³⁾

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS.

Gedaan _____ op _____
te _____
De Burgemeester of zijn gemachtigde

Handtekening van de betrokkene

Foto + Stempel

⁽¹⁾ Vervaldag: maximum drie maanden vanaf de datum van binnenkomst in het Rijk, tenzij het visum dat of de visumverklaring die op het paspoort of op de daarmee gelijkgestelde reistitel is aangebracht, een kortere duur bepaalt.

⁽²⁾ Schrappen wat niet past.

⁽³⁾ Aard en kenmerken van het document en eventueel de kenmerken en de geldigheid van het reisvisum vermelden.

Gezien om als bijlage 1 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 8 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 8
(PAPIEREN VERSIE)

KONINKRIJK BELGIË
PROVINCIE:
GEMEENTE:
KENMERK:

VERKLARING VAN INSCHRIJVING

afgeleverd overeenkomstig artikel 42 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en artikel 51, § 1^{er} of 3⁽¹⁾ van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingevolge zijn aanvraag van
Europese Unie:

is het recht op verblijf erkend aan de burger van de

Naam:

Voornaam/-
namen:

Geboren

te:

op

Verblijvende te/die verklaart te
verblijven te:

Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke
personen:⁽²⁾

De betrokkene is ingeschreven in het wachtregister, in afwachting van de uitvoering van de woonstcontrole/in het vreemdelingenregister.⁽¹⁾

Arbeidsmarkt: onbeperkt.

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS EN IS GELDIG TOT:

⁽³⁾

Gedaan op

te

De Burgemeester of zijn gemachtigde

Handtekening van de burger van de Unie .



Stempel

⁽¹⁾ De onnodige vermelding schrappen.

⁽²⁾ Mits de burger van de Europese Unie over een dergelijk nummer beschikt.

⁽³⁾ De geldigheidsduur is maximum 5 jaar.

Gezien om als bijlage 2 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 33 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 33

KONINKRIJK BELGIË

PROVINCIE:

GEMEENTE:

KENMERK:

VERBLIJFSDOCUMENT

afgegeven aan een vreemde student met toepassing van artikel 102, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Naam: Voornaam/-
namen:

Nationaliteit:

Geboren te: op

Student aan:⁽¹⁾

Momenteel verblijvende te :⁽²⁾

Verblijf houdende te ⁽³⁾

wordt gemachtigd in het Rijk te verblijven tot:⁽⁴⁾

Arbeidsmarkt: BEPERKT.

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS.

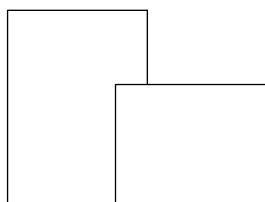
Dit document is slechts geldig indien het vergezeld gaat van het identiteitsdocument waarvan de betrokkene houder is:⁽⁵⁾

Gedaan te op

Handtekening van de betrokkene

De Burgemeester of zijn gemachtigde

Foto + Stempel



⁽¹⁾ Benaming en adres van de onderwijsinstelling.

⁽²⁾ Adres in het aangrenzende land.

⁽³⁾ Adres in België.

⁽⁴⁾ Vervaldatum: 31 juli voor cursussen van de lagere graad of secundair onderwijs en 31 oktober voor cursussen van de hogere graad.

⁽⁵⁾ Aard en kenmerken van het document en eventueel kenmerken en geldigheidsduur van het visum.

Gezien om als bijlage 3 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 4 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 35 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 35

KONINKRIJK BELGIË
PROVINCIE:
GEMEENTE:
KENMERK:

BIJZONDER VERBLIJFSDOCUMENT

(RECTO)

afgegeven met toepassing van artikel 111 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Naam: Voornaam/
namen:

Geboortedatum: Geboorteplaats:

Nationaliteit:

Verblijvende te:

Identificatienummer in het Rijksregister:

heeft bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen een beroep met volle rechtsmacht overeenkomstig de gewone procedure of een beroep tot nietigverklaring ingediend tegen een beslissing vermeld in artikel 39/79, § 1, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

De betrokkene is niet toegelaten of gemachtigd tot het verblijf, maar mag op het grondgebied van het Rijk blijven in afwachting van een beslissing van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

Dit document is geldig tot :

Arbeidsmarkt⁽¹⁾ onbeperkt
 beperkt
 nee

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS.

Gedaan op
te
De Burgemeester of zijn gemachtigde

⁽¹⁾ Schrappen wat niet van toepassing is

BIJZONDER VERBLIJFSDOCUMENT
(VERSO)

De geldigheidsduur van dit bijzonder verblijfsdocument is verlengd:

tot: tot:

Te o Te o
p p

De Burgemeester of zijn gemachtigde, De Burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel Stempel

Tot: Tot:

Te o Te o
p p

De Burgemeester of zijn gemachtigde, De Burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel Stempel

Tot: Tot:

Te o Te o
p p

De Burgemeester of zijn gemachtigde, De Burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel Stempel

Gezien om als bijlage 4 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Bijlage 37 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

BIJLAGE 37

KONINKRIJK BELGIË
(OPSCHRIFT VAN DE OVERHEID)

ATTEST VAN INTREKKING VAN EEN VERBLIJFS-/VESTIGINGSVERGUNNING OF VAN EEN VERBLIJFSDOCUMENT
afgegeven met toepassing van artikel 116 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

- De aankomstverklaring (« bijlage 3 »)
- De melding van aanwezigheid (« bijlage 3ter »)
- Het attest van immatriculatie (« bijlage 4 »)
- Het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister (« A- of B-kaart »)
- De identiteitskaart voor vreemdeling (« C-kaart »)
- De Europese blauwe kaart (« H-kaart »)
- De EU-verblijfsvergunning voor langdurig ingezetene (« D-kaart »)
- De verblijfkaart van een familielid van een burger van de Unie (« F-kaart »)
- De duurzame verblijfkaart van een familielid van een burger van de Unie (« F+-kaart »)
- De verklaring van inschrijving (« bijlage 8 of E-kaart »)
- Het document ter staving van het duurzaam verblijf (« bijlage 8bis of E+-kaart »)

nr.: afgegeven op:
 te:

opgesteld op naam
van:

geboren op:
te:

nationaliteit:

verblijvende
te :

wordt ingetrokken.

REDEN VAN DE INTREKKING:

.....
.....
.....

Dit attest dekt het verblijf van de betrokkene gedurende acht werkdagen vanaf de datum van zijn afgifte. Binnen die termijn dient hij (zij) zich aan te melden bij het gemeentebestuur van de plaats waar hij (zij) verblijft om zijn (haar) toestand te regulariseren.

Arbeidsmarkt : BEPERKT, ONBEPERKT, NEE.

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSEBEWIJS OF NATIONALITEITSEBEWIJS.

Gedaan op
te

Naam, hoedanigheid en handtekening van de overheid die tot de intrekking is overgegaan

Foto + Stempel

Gezien om als bijlage 5 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 41 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

Bijlage 41

KONINKRIJK BELGIË
PROVINCIE:
GEMEENTE:
KENMERK:

**BESLISSING TOT NIET-INOVERWEGINGNEMING
(RECTO)**

van een aanvraag voor een machtiging in het kader van de artikelen 61/25-6, § 5, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en artikel 105/3, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Naam: Voornaam/-
namen:

Geboortedatum: Geboorteplaats:

Nationaliteit:

Verblijvende te / Verklaart te verblijven te:

Identificatienummer in het Rijksregister:

heeft zich op (dag/maand/jaar) bij het gemeentebestuur aangemeld om een verblijfsaanvraag in te dienen met toepassing van artikel 61/25-6, § 5, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en artikel 105/3, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Deze aanvraag wordt niet in overweging genomen en niet doorgegeven aan de minister of zijn gemachtigde omdat de vreemdeling, tot staving van zijn aanvraag, niet alle bewijzen overlegt vermeld bij artikel 61/25-6, § 5, tweede lid, van de wet 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, te weten:

.....
.....
.....
.....⁽²⁾

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF EEN NATIONALITEITSBEWIJS.

Gedaan , op
te

De Burgemeester of zijn gemachtigde.

Stempel

(1) Alleen invullen als de vreemdeling een dergelijk nummer heeft.

(2) De ontbrekende documenten vermelden.

**AKTE VAN KENNISGEVING
(VERSO)**

In op

heb ik

ondergeteken

de⁷

verblijvende

te

kennisgege
ven aan

geboren op

te
.....

van de beslissing tot niet-inoverwegingneming van zijn aanvraag om tot het verblijf te worden toegelaten ingediend met toepassing van artikel 61/25-6, § 5, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Er is hem (haar), door mijn toedoen, een afschrift van deze beslissing overhandigd.

Ik heb hem (haar) ervan geïnformeerd dat tegen deze beslissing, krachtens artikel 39/2, § 2, van de wet van 15 december 1980, een beroep tot nietigverklaring bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen kan worden ingediend. Dit beroep moet worden ingediend, bij verzoekschrift, binnen dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissing.

Onverminderd de andere wettelijke en reglementaire nadere regels, wordt het hierboven bedoelde beroep ingediend door middel van een verzoekschrift, dat moet voldoen aan de vereisten vermeld in artikel 39/78 van de wet van 15 december 1980. Het beroep wordt ingediend bij de Raad, met een aangetekende brief aan de Eerste Voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Gaucheretstraat 92-94, te 1030 Brussel.

Het indienen van een beroep tot nietigverklaring schorst de tenuitvoerlegging van deze maatregel niet.

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS.

Ik erken kennisgeving van deze beslissing te hebben ontvangen.

Handtekening van de vreemdeling,

Handtekening van de overheid

⁷ Naam en hoedanigheid van de overheid die van de beslissing kennisgeeft.

Gezien om als bijlage 6 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 7 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Bijlage 41bis bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981

betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Bijlage 41bis

KONINKRIJK BELGIË

PROVINCIE:

ARRONDISSEMENT:

GEMEENTE:

KENMERK:

BEWIJS VAN ONTVANGST VAN EEN AANVRAAG VOOR EEN MACHTIGING TOT VERBLIJF

afgegeven met toepassing van artikel 26/2, § 3; 26/2/1, § 3;⁸ van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Naam:

Voornamen:

Nationaliteit:

Geboortedatum:

Geboorteplaats:

Identificatienummer bij het Rijksregister:⁹

Verblijvend / Verklarend te verblijven te:

heeft zich op (dag/maand/jaar) aangemeld bij het gemeentebestuur om een aanvraag voor een machtiging tot verblijf in te dienen krachtens artikel 10bis of artikel 61/7¹, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en verwijdering van vreemdelingen en zijn inschrijving te vragen als:

- begunstigde van de status van EU-langdurig ingezetene in een andere lidstaat van de Europese Unie die een machtiging tot verblijf aanvraagt met het oog op:
 - het uitoefenen van een activiteit als zelfstandige;
 - het volgen van een studie;
 - het volgen van een beroepsopleiding;
 - andere doeleinden;
- echtgenoot;
- partner in een partnerschap dat gelijkwaardig is aan het huwelijk;
- partner in een wettelijk geregistreerd partnerschap;
- bloedverwant in neergaande lijn;
- gehandicapte bloedverwant in neergaande lijn;
- vader of moeder van een « NBMV » die als vluchteling is erkend of de subsidiaire bescherming geniet.

van:

Nadat ze in overweging is genomen, wordt deze aanvraag naar de minister of zijn gemachtigde gestuurd die over een termijn van maximum zes of vier maanden of negentig dagen¹ beschikt vanaf de afgifte van het bewijs van ontvangst (artikel 10ter, § 2; artikel 10ter, § 2bis; artikel 10ter, § 2ter; en artikel 61/7, § 3, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen¹).

⁸ Doorhalen wat niet van toepassing is.

⁹ Alleen invullen als de vreemdeling over een dergelijk identificatienummer beschikt.

¹⁰ In geval van gezinshereniging, het vakje ad hoc aankruisen en de identiteit, en het identificatienummer in het Rijksregister vermelden van de persoon die het recht op gezinshereniging opent.

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS.

Gedaan op
te

De burgemeester of zijn gemachtigde

Stempel
Handtekening van de betrokkene

Gezien om als bijlage 7 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 8 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 43 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 43

**BESLISSING WAARMEE DE VREEMDELING WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE GEDEELTELIJKE BETALING VAN DE BIJDRAGE
TOT DEKKING VAN DE ADMINISTRATIEVE KOSTEN DIE ZIJN VERBONDEN AAN DE BEHANDELING VAN ZIJN
VERBLIJFSAANVRAAG**

Ter uitvoering van artikel 1/1, 61-25-5, § 3, eerste lid, of 61/27-4, § 3, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de artikelen 1/2, § 3, en 1/2/1, § 3, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen,

heb ik [Naam en voornaam/- [Hoedanigheid]
ondergetekende namen]

de hieronder geïdentificeerde betrokkene ervan geïnformeerd dat de betaling van de bijdrage uitgevoerd op gedeeltelijk is en dat hij/zij verplicht is, binnen een termijn van: ⁽¹⁾

30 dagen, vanaf de dag na de dag van de kennisgeving van deze beslissing, de betaling van het verschuldigd blijvende saldo, namelijk euro, uit te voeren. Anders wordt zijn aanvraag geweigerd.

15 dagen, vanaf de dag na de dag van de kennisgeving van deze beslissing, de betaling van het verschuldigd blijvende saldo, namelijk euro, uit te voeren. Anders wordt zijn aanvraag geweigerd.

Naam: Voornaam/-
namen:

Geboortedatum: Geboorteplaats:

Nationaliteit:

Adres:

Gedaan , op
te

De burgemeester of zijn gemachtigde,

De vertegenwoordiger van de Belgische diplomatieke of consulaire missie of zijn gemachtigde,

De minister of zijn gemachtigde,⁽²⁾

Stempel

⁽¹⁾ De passende reden aankruisen.

⁽²⁾ Schrappen wat niet past.

AKTE VAN KENNISGEVING

In op
 heb ik
 ondergeteken¹¹
 de
 kennisgege
 ven aan
 geboren
 te op
 en
 nationaliteit: verblijvende
 te

van de beslissing waarmee de vreemdeling geïnformeerd wordt over de gedeeltelijke betaling van de bijdrage die de administratieve kosten die uit de behandeling van zijn verblijfsaanvraag voortvloeien moet dekken en heb ik hem (haar) een afschrift overhandigd.

Ik heb hem (haar) ervan geïnformeerd dat tegen deze beslissing, krachtens artikel 39/2, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, een beroep tot nietigverklaring kan worden indiend bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Dit beroep moet worden ingediend, bij verzoekschrift, binnen dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissing.

Onverminderd de andere wettelijke en reglementaire nadere regels, wordt het hierboven bedoelde beroep ingediend door middel van een verzoekschrift, dat moet voldoen aan de vereisten vermeld in artikel 39/78 van de wet van 15 december 1980. Het beroep wordt ingediend bij de Raad, met een aangetekende brief aan de Eerste Voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Gaucheretstraat 92-94, te 1030 Brussel.

Het indienen van een beroep tot nietigverklaring schorst de tenuitvoerlegging van deze maatregel niet.

Ik erken kennisgeving van deze beslissing te hebben ontvangen.

Handtekening van de betrokkene,

Handtekening van de overheid,

¹¹ Naam en hoedanigheid van de overheid die van de beslissing kennisgeeft.

Gezien om als bijlage 8 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 9 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 43 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 43BIS

BESLISSING TOT WEIGERING VAN EEN VERBLIJFSAANVRAAG

Ter uitvoering van artikel 61/25-5, § 3, tweede lid, of artikel 61/27-4, § 3, tweede lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van artikel 1/2/1, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen,

wordt de verblijfsaanvraag, ingediend op _____ door de hieronder geïdentificeerde betrokkene, geweigerd met als reden dat:⁽¹⁾

- rekening nr. BE57 6792 0060 9235 niet werkelijk werd gecrediteerd voor het bedrag vastgelegd in artikel 1/1/1 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;
- hij/zij een gedeeltelijke betaling heeft uitgevoerd en niet de betaling van het verschuldigd gebleven saldo heeft uitgevoerd en er niet het bewijs van heeft geleverd binnen vijftien dagen volgend op de dag van de kennisgeving van de beslissing die hem/haar van de gedeeltelijke betaling informeert.

Naam: _____ Voornaam/-
_____ namen:
Geboortedatum: _____ Geboorteplaats:
Nationaliteit:
Adres:

Gedaan _____, op
te _____

De Minister of zijn gemachtigde

Stempel

⁽¹⁾ De passende reden aankruisen.

AKTE VAN KENNISGEVING

In op
 heb ik¹²
 ondergetekende
 kennisgegeven
 aan
 geboren te op
 nationaliteit: en verblijvende
 te

van de beslissing tot weigering van zijn verblijfsaanvraag ingediend op en heb hem/haar een afschrift van deze beslissing overhandigd.

Ik heb hem (haar) ervan geïnformeerd dat tegen deze beslissing, krachtens artikel 39/2, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen een beroep tot nietigverklaring kan worden ingediend bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Dit beroep moet worden ingediend, bij verzoekschrift, binnen dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissing.

Onverminderd de andere wettelijke en reglementaire nadere regels, wordt het hierboven bedoelde beroep ingediend door middel van een verzoekschrift, dat moet voldoen aan de vereisten vermeld in artikel 39/78 van de wet van 15 december 1980. Het beroep wordt ingediend bij de Raad, met een aangetekende brief aan de Eerste Voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Gaucheretstraat 92-94, te 1030 Brussel.

Het indienen van een beroep tot nietigverklaring schorst de tenuitvoerlegging van deze maatregel niet.

Ik erken kennisgeving van deze beslissing te hebben ontvangen.

Handtekening van de betrokkene,

Handtekening van de overheid,

¹² Naam en hoedanigheid van de overheid die van de beslissing kennisgeeft.

Gezien om als bijlage 9 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 10 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Bijlage 46 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondegebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

BIJLAGE 46

KONINKRIJK BELGIË

BESLISSING TOT TOEKENNING VAN EEN GECOMBINEERDE VERGUNNING / BESLISSING TOT TOEKENNING VAN EEN EUROPESE BLAUWE KAART⁽¹⁾

afgegeven met toepassing van artikel 33 van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten en van de artikelen 105/2, § 1, 105/3, § 4, 105/8, § 1, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Als gevolg van de één enkele aanvraagprocedure die op overeenkomstig het bovengenoemde samenwerkingsakkoord is ingediend en op ontvankelijk is verklaard, wordt de betrokkene:

Naam :

Voornamen:

Nationaliteit:

Geboortedatum;

Geboorteplaats;

Identificatienummer in het Rijksregister (1)

Verblijvende te / Verklaart te verblijven te :(2)

gemachtigd om om meer dan negentig dagen op het Belgische grondgebied te verblijven met het oog op werk / met het oog op een hooggekwalificeerde baan.

De beslissing tot machtiging tot het verblijf en de beslissing tot toelating tot arbeid zijn bij deze beslissing gevoegd.

Gedaan te
, op
De Minister of zijn gemachtigde,

Stempel

Handtekening van de betrokkene

⁽¹⁾ Schrappen wat niet past.

⁽²⁾ Alleen invullen als de vreemdeling een dergelijk identificatienummer heeft.

⁽³⁾ Schrappen wat niet past.

⁽⁴⁾ Schrappen wat niet past.

Gezien om als bijlage 10 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M.DE BLOCK

Bijlage 11 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Bijlage 47 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

BIJLAGE 47

KONINKRIJK BELGIË

BEWIJS VAN TOEKENNING VAN EEN GECOMBINEERDE VERGUNNING / BEWIJS VAN TOEKENNING VAN EEN EUROPESE BLAUWE KAART

afgegeven met toepassing van de artikelen 25, § 4 en 33, van het samenwerkingsakkoord van 2 februari 2018 tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten en 105/2, § 3, 105/3, § 5, 105/8, § 2, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Als gevolg van de één enkele aanvraagprocedure die op overeenkomstig het bovengenoemde samenwerkingsakkoord is ingediend en op ontvankelijk is verklaard, wordt de betrokkene:

Naam:

Voornamen:

Nationaliteit:

Geboortedatum:

Geboorteplaats:

Identificatienummer bij het Rijksregister:⁽¹⁾

Verblijvend / Verklarend te
verblijven te:⁽²⁾

gemachtigd meer dan negentig dagen op het Belgische grondgebied te verblijven om er te werken.

Het bewijs van de verblijfsvergunning en het bewijs van de arbeidsvergunning zijn hierbij gevoegd.

Gedaan
te , op

De Minister of zijn gemachtigde

Sempel

Handtekening van de betrokkene

⁽¹⁾ Alleen invullen als de vreemdeling een dergelijk identificatienummer heeft.

⁽²⁾ Schrappen wat niet past.

Gezien om als bijlage 11 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Voor de Koning:

De Minister Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 12 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Bijlage 49 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

BIJLAGE 49

KONINKRIJK BELGIË

PROVINCIE:

GEMEENTE :

KENMERK:

ATTEST

afgegeven met toepassing van de artikelen 33, § 5 of § 6, 105/2, § 4, derde lid, of 105/2, § 5, tweede lid, 105/8, § 3, derde lid, 105/8, § 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Naam: Voornaam/-namen:

Nationaliteit:

Geboren te: op

Verblijvende te/verklaart te
verblijven te :⁽¹⁾

Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen :⁽²⁾

heeft zich vandaag gemeld bij het gemeentebestuur:⁽³⁾

- om zijn inschrijving aan te vragen en/of de gecombineerde vergunning waarop hij recht heeft te ontvangen (art. 105/2, §§ 4 en 5);
- om zijn inschrijving en/of zijn Europese blauwe kaart waarop hij recht heeft aan te vragen (art. 105/8, §§3 en 4);
- om de verlenging van zijn gecombineerde vergunning aan te vragen (art. 33, § 5);
- om de verlenging van zijn Europese blauwe kaart aan te vragen (art. 33, § 6).

Dit attest dekt voorlopig het verblijf van de betrokkene tot :

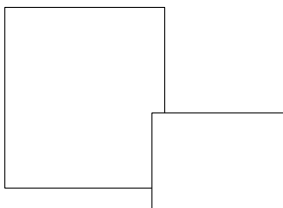
Arbeidsmarkt: beperkt, onbeperkt, neen

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS EN IS SLECHTS GELDIG ALS ER EEN NATIONAAL IDENTITEITSDOCUMENT IS BIJGEVOEGD WAARVAN DE BETROKKENE HOUDER IS.

Gedaan te , op

De burgemeester of zijn gemachtigde,

Foto + Stempel



[1] Het onnodige schrappen.

[2] Alleen invullen als de vreemdeling een dergelijk nummer heeft.

[3] De passende reden aankruisen.

De geldigheidsduur van dit attest word verlengd:

Tot

Tot

Gedaan
te
op

De burgemeester of zijn gemachtigde,

Gedaan op
te

De burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel

Stempel

Gezien om als bijlage 12 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 13 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Bijlage 50 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

BIJLAGE 50

KONINKRIJK BELGIË
PROVINCIE:
GEMEENTE
KENMERK:

ATTEST VAN INDIENING VAN EEN AANVRAAG VOOR VERLENGING VAN HET VERBLIJF

afgegeven met toepassing van artikel 105/3, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Naam: Voornaam/-
namen:

Identificatienummer in het Rijksregister van de
natuurlijke personen :

heeft zich op (dag/maand/jaar) bij het gemeentebestuur gemeld om een aanvraag voor verlenging van zijn verblijf in te dienen, met toepassing van artikel 61/25-6, § 5, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdeling.

Aangezien deze aanvraag in overweging is genomen, wordt ze doorgegeven aan de minister of zijn gemachtigde die over een termijn van maximum vier maanden beschikt vanaf de afgifte van dit attest van indiening (artikel 61/25-5, § 2, eerste lid, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdeling).

Dit attest dekt voorlopig het verblijf van de betrokkene tot :

Arbeidsmarkt: beperkt, onbeperkt, neen.

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS.

Gedaan , op
te

De burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel

Handtekening van de betrokkene,

De geldigheidsduur van dit attest word verlengd:

Tot

Gedaan op
te

De burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel

Tot

Gedaan op
te

De burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel

Gezien om als bijlage 13 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 14 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 51 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 51

KONINKRIJK BELGIË
PROVINCIE:
GEMEENTE :
KENMERK:

VOORLOPIG VERBLIJFSDOCUMENT

afgegeven met toepassing van artikel 61/25-2, § 5, van de wet, en van artikel 105/4, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Naam: Voornaam/-
namen:

Nationaliteit:

Geboren op:
te:

Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen :

Dit attest dekt voorlopig het verblijf van de betrokkene tot :

Gedaan , op
te

De Burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel

Arbeidsmarkt:neen.

De geldigheidsduur van dit attest word verlengd:

Tot
Gedaan op
te
De Burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel

Tot
Gedaan op
te
De Burgemeester of zijn gemachtigde,

Stempel

Gezien om als bijlage 14 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK

Bijlage 15 bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

*Bijlage 52 bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1981
betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

BIJLAGE 52

KONINKRIJK BELGIE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN
DIENST VREEMDELINGENZAKEN
KENMERK:

**BESLISSING DIE EEN EINDE MAAKT AAN HET VERBLIJF
(RECTO)**

Met toepassing van artikel 61/25-7 of van artikel 61/27-6 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van artikel 1015/6 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wordt er een einde gemaakt aan het verblijf in het Rijk van:

Naam: Voornaam/-
namen:

Nationaliteit:

Geboren te: op

Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen :

gemachtigd tot het verblijf op grond van artikel 61/25-5 of artikel 61/27-4, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, met als reden dat:

.....
.....
.....
.....

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS.

Gedaan te , op

De Minister of zijn gemachtigde,⁽¹⁾

⁽¹⁾ Schrapen wat niet past en de hoedanigheid aangeven van de minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

**AKTE VAN KENNISGEVING
(VERSO)**

In op

Op verzoek de minister (1)
van van
de gemachtigde van de minister
van

Heb ik
ondergeteken (2)
de
verblijvende
te
kennisgege
ven aan ...
geboren op
te op

Ik heb hem (haar) ervan geïnformeerd dat tegen deze beslissing, krachtens artikel 39/2, § 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen een beroep tot nietigverklaring kan worden ingediend bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Dit beroep moet worden ingediend, bij verzoekschrift, binnen dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissing.

Onverminderd de andere wettelijke en reglementaire nadere regels, wordt het hierboven bedoelde beroep ingediend door middel van een verzoekschrift, dat moet voldoen aan de vereisten vermeld in artikel 39/78 van de wet van 15 december 1980. Het beroep wordt ingediend bij de Raad, met een aangetekende brief aan de Eerste Voorzitter van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, Gaucheretstraat 92-94, te 1030 Brussel.

Het indienen van een beroep tot nietigverklaring en van een vordering tot schorsing schorst de tenuitvoerlegging van deze maatregel niet.

DIT DOCUMENT IS GEENSZINS EEN IDENTITEITSBEWIJS OF NATIONALITEITSBEWIJS.

Ik erken kennisgeving van deze beslissing te hebben ontvangen.

Handtekening van de vreemdeling

Handtekening van de overheid

(1) Schrapen wat niet past en de hoedanigheid aangeven van de minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen aangeven.

(2) Naam en hoedanigheid van de overheid die van de beslissing kennisgeeft.

Gezien om als bijlage 15 te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 6 juni 2019 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

FILIP

Van Koningswege:

De Minister van Asiel en Migratie,

M. DE BLOCK